

INPRECOR

INPRECOR NUMERO 244 DU 8 JUIN 1987

Il y a 20 ans

5 JUIN
1967

la guerre
des
six jours



Dessin de Youssef

La résistance syndicale
en Afrique du Sud

SOMMAIRE DU NUMERO 244 DU 8 JUIN 1987

3	EDITORIAL	1967-1987. Il y a vingt ans, la guerre des six jours	
4	MOYEN-ORIENT	L'OLP à la croisée des chemins	Salah JABER
9	ETAT ESPAGNOL	A la veille des élections	COMBATE
10		"Euskadi lutte avec toi" ; Interview de Txema MONTERA	Propos recueillis par Antonio FLOREZ
11	EGYPTE	L'opposition au miroir des élections	Jean SYLVERE
14	DOSSIER AFRIQUE DU SUD	"L'avenir est entre nos mains" ; Message du Nouvel an au COSATU	DOCUMENT
17		"Nous sommes à l'aube d'une transformation majeure" Sydney Mumafadi au congrès du NUNAS	DOCUMENT
19		"Ouvrez les livres de comptes"	DOCUMENT
20		"Pour un salaire décent"	DOCUMENT
22	URSS	Qu'il est difficile de réformer !	Zdnek MLYNAR

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

ABONNEMENT 25 NUMEROS PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PEC", à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros, pour tous pays, 250 FF.
Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 280 FF.
Afrique et Amériques : 300 FF. Asie : 360 FF.
Pli fermé : France : 375 FF. Tous les autres pays (par voie de surface) : 400 FF. Pli fermé par avion : écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom - Prénom _____
Numéro et Rue _____
Commune _____
Code Postal _____ Pays _____
Réabonnement _____ Abonnement _____

1967 - 1987

Vingt ans après la guerre des six jours

A l'aube du 5 juin 1967, l'armée israélienne - formidable puissance militaire d'un Etat à vocation guerrière qui, avec seulement quatre millions d'habitants aujourd'hui, dispose de la septième force aérienne mondiale - fondait sur trois de ses voisins : l'Egypte, la Jordanie et la Syrie. En six jours de combat, le commandement sioniste parvenait à ses fins : achever l'occupation des dernières parties de la Palestine du mandat colonial britannique (1918-1948) encore sous souveraineté arabe - la Cisjordanie annexée par la Jordanie et le secteur de Gaza administré par l'Egypte ; s'emparer de "zones stratégiques" pour accroître l'avantage militaire d'Israël face à ses ennemis les plus redoutables - au sud, le Sinaï face à l'Egypte, et au nord-est, les hauteurs du Golan face à la Syrie. L'armée d'un Etat de 20 800 km² contrôlait, le 10 juin 1987, 102 400 km².

L'EXPANSION D'ISRAEL

Ainsi, ce vingtième anniversaire renvoie immanquablement à un autre, dont l'échéance se rapproche : le quarantième anniversaire du vote de l'assemblée générale de l'ONU, le 29 novembre 1947, en faveur du partage de la Palestine en deux Etats, arabe et juif. Ce dernier se voyait attribuer 55% de la superficie du pays, alors que les Juifs - dont l'écrasante majorité était constituée d'immigrants fuyant les affres de l'antisémitisme européen et canalisés vers la Palestine par le mouvement sioniste - ne constituaient que le tiers de la population du territoire et n'en possédaient que 6%. Même cette iniquité flagrante ne pouvait satisfaire les chefs des bandes armées sionistes. En quelques mois de combats et de massacres, ils ajoutèrent 6 500 km² aux 14 300 que leur avait attribués l'ONU et où les populations juive et arabe étaient sensiblement égales, en s'assurant qu'il ne resterait sur les 20 800 km² ainsi conquis qu'une faible minorité d'Arabes palestiniens.

L'Etat d'Israël était né. Il portait en lui, par une cruelle ironie de l'histoire, certains des traits marquants de la "bête immonde" dont une partie des victimes désignées avait été embrigadée par l'entreprise sioniste : racisme, militarisme, expansionnisme. A ces traits, s'en ajoutait un autre, spécifique, en contradiction totale avec les rêves autarciques des sionistes les plus utopistes : la dépendance.

Celle de l'Etat d'Israël est un cas limite à l'échelle mondiale. Aucun autre Etat n'est aussi dépendant au plan économique et militaire que ne l'est l'Etat sioniste à l'égard de l'impérialisme américain. Et c'était inévitable : un Etat avec une population aussi réduite (700 000 Juifs en 1948), fondé sur l'expulsion d'un nombre plus élevé d'autochtones appartenant à un ensemble national incomparablement plus grand, un tel Etat ne pouvait subsister qu'en entretenant une force militaire supérieure à celle de ses ennemis et donc totalement disproportionnée avec ses ressources propres. Seul l'impérialisme américain avait à la fois, assez de moyens et de motivations pour l'entretenir. En échange, Israël sera un Etat mercenaire de l'impérialisme, dans la région arabe certes, mais aussi du Sri Lanka à l'Amérique centrale en passant par l'Afrique.

Ces traits congénitaux de l'Etat sioniste allaient se développer au fil des ans. La guerre de juin 1967 constituera une étape

décisive de ce processus qui atteindra son paroxysme, dix ans plus tard, avec l'arrivée au pouvoir en Israël du Likoud de Menahem Begin, incarnation de l'arrogance chauvine et du mépris raciste les plus bornés. La folle équipée militaire du Likoud au Liban, en 1982, montrera l'Etat d'Israël dans sa nudité, débarrassé des oripeaux de l'hypocrisie social-sioniste. Une grave crise morale en résultera, rompant le consensus national pour la première fois en temps de guerre.

Aujourd'hui encore, vingt ans après la campagne des six jours, la classe dirigeante d'Israël reste divisée sur le moyen de préserver le contrôle des territoires palestiniens alors conquis : phagocytose pure et simple, comme le prône le Likoud, avec maintien de l'apartheid en vigueur et, à terme, expulsion des autochtones (en ce sens, il est vrai que le rabbin fasciste Meir Kahane ne fait que dire tout haut ce que nombre de dirigeants du Likoud pensent tout bas) ; ou création d'un bantoustan palestinien ceinturé de colonies sionistes, comme le proposent les travaillistes dirigés par Shimon Pérès, et dont la gestion serait confiée à leur vieux compère, le roi Hussein de Jordanie.

LA CAPITULATION ARABE

Si, en 1987, le débat politique en Israël se pose encore en ces termes, c'est que la victoire sioniste de 1967 renvoie à son corollaire : la défaite arabe.

Bien que la guerre des six jours ait porté un coup mortel aux nationalismes bourgeois et petits-bourgeois arabes, incarnés par le pouvoir nassérien en Egypte et le régime bassiste de gauche en Syrie, ses véritables fruits politiques ne viendront à maturité que dix ans plus tard : quand Sadate, l'anti-Nasser, inaugurera le processus des accords de paix séparés avec l'Etat sioniste, dont l'étape jordanienne est aujourd'hui à l'ordre du jour. Il aura fallu qu'entre-temps, le principal contrepois politique et moral de la défaite de juin 1967, la montée fulgurante du mouvement armé des Palestiniens réfugiés dans les pays limitrophes d'Israël, subisse les assauts répétés de ses "frères", les régimes arabes : écrasement en Jordanie en 1970-1971 ; musellement au Liban par la Syrie de Hafez El-Assad en 1976-1977. Les assauts récents du mouvement Amal, soutenu par la Syrie, contre les camps palestiniens au Liban, consolidant à cet égard les résultats de l'invasion israélienne de 1982, contribuent à créer les conditions de l'étape jordanienne, même si par ailleurs le régime syrien risque d'en être le premier lésé. Déjà en 1976-1977, il avait préparé le terrain à la trahison de Sadate, dont il avait lui-même fait les frais.

Dans ce Proche-Orient où les vents réactionnaires sont aujourd'hui dominants, y compris ceux de l'intégrisme musulman, seules quelques poches de luttes progressistes de masse subsistent, dont la plus importante est, sans nul doute, la résistance des masses palestiniennes de Cisjordanie et de Gaza à l'occupation israélienne. Le chemin est encore long avant que n'émerge un mouvement autonome du prolétariat, transcendant les frontières étatiques et les différences nationales, ethniques et confessionnelles.

Hélas, plus la perspective socialiste restera lointaine, plus le Proche-Orient s'enfoncera dans la barbarie. ■

L'OLP à la croisée des chemins

La XVIIIe session du Conseil National Palestinien (2ème partie)



La 18ème session du CNP, tenue à Alger du 20 au 25 avril dernier, a été marquée par la réintégration - après quatre ans de rupture - des FPLP et FDLP dans les rangs de l'OLP, dominée par le Fatah de Yasser Arafat (voir encadré). Cette "réconciliation" a été, en fait, déterminée avant tout par l'impasse à laquelle était parvenue la politique droitiste de la direction Arafat. Ces dernières années, en effet, l'OLP avait choisi "l'option jordanienne" : une alliance avec la Jordanie qui avait culminé avec l'accord d'Amman, en février 1985, par lequel le roi Hussein et Arafat prévoyaient une délégation commune à des négocia-

Salah JABER

Si l'URSS a manifesté clairement son irritation à l'égard de la politique menée par Arafat, notamment après la conclusion de l'accord d'Amman, elle n'en a pas moins maintenu des rapports avec l'OLP et, en particulier, les membres "centristes" de sa direction. En fait, Moscou a constamment gardé l'espoir de récupérer l'OLP. Le Kremlin estimait, à juste titre, que la carte américaine jouée par Arafat ne pouvait qu'être perdante, le maximum de concessions que l'OLP est en mesure d'offrir demeurant incompatible avec les conditions minimales d'un accord avec la fraction la plus "modérée" de l'establishment sioniste. En effet, si Hussein, peut trouver son compte dans la cogestion avec Israël de bantoustans palestiniens en Cisjordanie et à Gaza, quel intérêt pourrait y trouver la bureaucratie de l'OLP que dirige Arafat ? Or telle est la seule et unique formule de "réglement" sur laquelle pourraient déboucher d'éventuelles négociations avec l'Etat sioniste, quelle qu'en soit la forme, du moins dans le cadre du rapport des forces actuel qui n'est pas près de changer. L'aveuglement d'Arafat face à cette évidence est lié à son refus d'en tirer toutes les conséquences : c'est toute la contradiction d'une bureaucratie bourgeoise dirigeant un mouvement de libération nationale, tout en étant dépendante des suppôts arabes de Washington, Arabie saoudite en tête.

LE ROLE DE MOSCOU

Les dirigeants soviétiques avaient donc de bonnes raisons de croire que, par dépit sinon par conviction, la direction de l'OLP serait de nouveau contrainte de se tourner vers eux. Mais pourrait-on se demander, pourquoi tiennent-ils à un allié aussi peu fiable, qui n'a aucune affinité idéologique ou politique avec l'URSS ? C'est parado-

xalement cet aspect-ci d'Arafat qui intéresse Moscou, au premier chef. Musulman bon teint, reconnu par les régimes islamiques les plus réactionnaires et parrainé par les Saoudiens, indéniablement populaire au sein des masses palestiniennes, ce qui le met en position de s'opposer efficacement aux manœuvres israélo-jordano-américaines, faute de pouvoir y prendre part, le leader de l'OLP est un allié inestimable pour une bureaucratie soviétique en quête de respectabilité islamique. D'autant qu'elle est confrontée au double problème de l'Iran et de l'Afghanistan, et fait, de surcroît, l'objet d'une tentative systématique d'éviction du Proche-Orient par les Etats-Unis, depuis quinze ans.

Avant l'accord d'Amman, Moscou avait déployé d'intenses efforts pour ramener dans son giron l'OLP et la réconcilier avec la Syrie, autre pièce maîtresse de son dispositif proche-oriental. Ces efforts étaient relayés par les instruments directs de la politique soviétique dans la région : les FDLP et PCP - alors en alliance avec le FPLP - et le régime sud-yéménite. Ils avaient débouché sur les accords d'Aden de mars 1984, dont Arafat devait montrer le peu de cas qu'il faisait en convoquant la 17e session du CNP à Amman, huit mois plus tard, en l'absence de ces organisations. Depuis, le FPLP, imité par le FLP (Yacoub), avait rompu son alliance avec ses partenaires alignés sur Moscou, pour rejoindre la dissidence du Fatah, la Saïka, le FPLP-CG et le FLPP, dans le cadre du Front du salut national palestinien (FSNP) lié à la Syrie et à la Libye, et dont l'une des revendications était la destitution d'Arafat de la présidence de l'OLP pour trahison de la cause nationale. Le FDLP et le PCP, respectant les consignes du Kremlin, maintinrent contre vents et marées leurs efforts conciliateurs.

L'annonce par Hussein du gel de l'accord d'Amman, en février 1986, allait fournir à Moscou et à ses relais politiques

ciations avec Israël, dans la droite ligne des propositions américaines. Un an après, le roi jordanien suspendait cet accord et fermait les bureaux du Fatah dans son royaume, tout en agissant de concert avec le leader travailliste israélien Shimon Pérès pour préparer les conditions d'une transaction portant sur la Cisjordanie et le secteur de Gaza, sans l'OLP. La première partie de cet article, publiée dans le numéro précédent d'*Inprecor*, dressait le bilan de la politique menée par Arafat. Cette deuxième et dernière partie analyse le processus de la "réconciliation" palestinienne et ses perspectives. ■

régionaux l'occasion de renouveler leurs efforts auprès de la direction de l'OLP, avec des chances beaucoup plus sérieuses cette fois-ci. Tandis que l'Algérie lançait, avec la bénédiction de Moscou, un appel à la réunification de l'OLP et offrait d'accueillir sur son territoire la réunion du CNP qui la consacrerait, des négociations étaient engagées sous auspices soviétiques, entre des représentants du Fatah loyaliste et les FDLP et PCP. Dans un premier temps, elles aboutiront, à "un accord de Moscou" en août 1986, suivi en septembre par la "déclaration de Prague" signée par les trois formations. Cette déclaration contenait déjà l'ensemble des éléments essentiels de la plate-forme politique qu'adoptera la 18e session du CNP : elle prévoyait la suppression de l'accord d'Amman - tout en reconfirmant la formule ambiguë du 16e CNP préconisant une "confédération (jordano-palestinienne) entre deux Etats indépendants" -, souhaitait la réconciliation avec la Syrie, mais remettait à plus tard la décision au sujet des rapports avec l'Egypte. Sur le plan organisationnel, la déclaration de Prague envisageait une réforme de la structure de direction de l'OLP dans un sens plus collégial et plus frontiste. Elle fixait le mois d'avril 1987 comme date du prochain CNP devant se réunir à Alger, avec la participation - pour la première fois - du PCP en tant que tel.

Les six mois qui suivront l'accord de Prague seront marqués par un intense déploiement d'efforts dans deux sens opposés : les efforts de la fraction droitiste dominante du Fatah, dirigée par Arafat, pour une réconciliation avec la Jordanie et la réactivation de l'accord d'Amman ; et les efforts de Moscou et de ses relais et alliés régionaux pour la réalisation du contenu de la déclaration de Prague. Nous avons déjà décrit le sort des efforts d'Arafat dans la première partie de cet article, ceux du Kremlin et consorts s'avèreront plus fruc-

tueux. La Syrie ayant formulé des conditions préalables à tout rétablissement de ses rapports avec la direction de l'OLP, trop "radicales" pour être acceptées d'entrée de jeu par celle-ci (rupture des relations avec l'Egypte, notamment), les efforts du clan soviétique vont se concentrer sur la Libye et le FPLP.

Avec Kadhafi, les conciliateurs ne rencontreront aucune difficulté : le régime libyen, aux abois depuis que Washington mène une offensive militaire, politique et économique contre lui, et confronté à de graves revers au Tchad, est plus dépendant que jamais de Moscou. Ses déboires le contraignent aussi à mettre de l'eau dans le vin de sa politique arabe. La guerre des camps au Liban lui fournira l'occasion de tendre la main à la direction de l'OLP, sans perdre la face. Du coup, le FPLP et autres organisations et groupes palestiniens, bénéficiant des subsides de Kadhafi, se trouveront soumis à une pression convergente avec celle de Moscou. Le FPLP sera cependant la cible principale des conciliateurs, étant à la fois le maillon essentiel et le plus faible du FSNP : l'organisation la plus prestigieuse, la plus autonome à l'égard de la Syrie, mais aussi la plus partagée politiquement avec une fraction conciliatrice active (Abou Ali Moustafa, Bassam Abou Charif) et un Georges Habache jouant, à son habitude, le rôle du fléau de la balance. Comme de coutume, celui-ci hésitera jusqu'au dernier moment, pour finir par se contredire en maugréant.

Le FPLP ne se joindra pas aux négociations de Tunis, en mars dernier, entre le Fatah loyaliste et ses deux partenaires du CNP d'Amman (FLP d'Aboul Abbas et FLA) d'une part, et les deux formations pro-soviétiques, le FDLP et le PCP, de l'autre. Ces négociations déboucheront, le 16 mars, sur l'adoption d'un document de travail, tout à fait conforme à celui de Prague - y compris le report de la décision sur l'Egypte, principale pomme de discorde avec Arafat. Il était néanmoins important que le Fatah confirme, en signant ce nouveau document plus solennel que celui de Prague, l'engagement contracté alors, d'abroger l'accord d'Amman, d'autant plus qu'Arafat avait entre-temps déployé des efforts en sens contraire. Parallèlement, Kadhafi convoquera les composantes de l'opposition à Arafat à se réunir en Libye afin de fixer leurs conditions pour la réunification de l'OLP. Il en résultera le "document de Tripoli", signé le 23 mars par les organisations que finance la Libye FPLP, FDLP, FPLP-CG, FLP (Yacoub), FLPP et même le Fatah-CR d'Abou Nidal. Parmi les composantes du FSNP seuls refuseront de se joindre au dernier document, le Fatah-dissidence et la Saïka exigeant tous deux, avec l'appui de Damas, la destitution d'Arafat comme condition d'une réunification de l'OLP. Par contre, le FDLP signera, quant à lui, les deux documents -

celui de Tunis et celui de Tripoli - prétextant qu'ils ne sont pas contradictoires. En fait, la différence principale entre les deux documents portait sur la question des rapports avec le régime égyptien. La plateforme de Tripoli, contrairement à celle de Tunis, se prononçait clairement pour la rupture avec le gouvernement du Caire, ce qui n'était pas pour déplaire au régime libyen dont les rapports avec l'Egypte de Moubarak sont antagoniques.

Les tractations pour convaincre le FPLP de prendre part aux prochaines négociations entre formations palestiniennes et à la 18e session du CNP - prévues respectivement pour les 10 et 20 avril, à Alger, par le document de Tunis - se concentreront donc sur la question égyptienne. Le FPLP exigera que le Comité exécutif de l'OLP, en tant que tel, se prononce en faveur de l'abrogation de l'accord d'Amman et de la rupture des relations avec le Caire, préalablement à la réunion du CNP. Soumis aux pressions conjuguées de Moscou, de l'Algérie, du FDLP et du PCP, avec l'assentiment de la Libye, Habache, imité par le FLP (Yacoub), finira par se joindre à la nouvelle session du CNP, sans avoir obtenu gain de cause au sujet de l'Egypte. En revanche, les FPLP-CG, FLPP et Fatah-CR - ces deux derniers ayant poursuivi les tractations avec le Fatah loyaliste jusqu'au dernier moment - refuseront de se joindre au CNP, en invoquant leur attachement au document de Tripoli. En fait, le problème de sa représentation dans les instances de l'OLP semble avoir été le facteur déterminant pour le groupe d'Abou Nidal.

LE NOUVEAU COMPROMIS D'ALGER

La capitale algérienne a été à deux reprises, le lieu où s'est élaboré un compromis entre les fractions palestiniennes. En 1983 déjà, à la 16e session du CNP tenue à Alger, un laborieux compromis avait été établi entre la fraction dominante de l'OLP dirigée par Arafat, en pleine accentuation de son cours droitier, et la gauche nationaliste et stalinienne du mouvement palestinien. Sur les deux questions au centre des tractations du dernier CNP, celles des rapports avec la Jordanie et l'Egypte, la session de 1983 avait adopté les positions suivantes :

- Le CNP s'engageait à "consolider les relations particulières et privilégiées qui lient les peuples jordanien et palestinien" et considérait, tout en réaffirmant le statut de l'OLP en tant que "représentant unique et légitime du peuple palestinien", que "les relations futures avec la Jordanie doivent être établies sur une base confédérale entre deux Etats indépendants" ;

- Tout en soutenant "la lutte du peuple égyptien et de ses forces patriotiques pour mettre fin à la politique dictée par les accords de Camp David", le CNP appelait le Comité exécutif à "fonder les rapports a-

LES ORGANISATIONS PALESTINIENNES

FATAH (Mouvement de libération nationale palestinienne) : la plus importante des organisations palestiniennes, dirigée par Yasser Arafat, financée principalement par l'Arabie Saoudite.

FATAH-CR (Conseil Révolutionnaire) scission du Fatah en 1974, organisation terroriste ultra-nationaliste, dirigée par Abou Nidal, aujourd'hui financée par la Libye.

FATAH-dissidence : scission du Fatah en 1983, organisation nationaliste radicale, dirigée par Abou Moussa, liée à la Syrie.

FPLP (Front Populaire pour la Libération de la Palestine) : organisation nationaliste dirigée par Georges Habache, entretenant des rapports avec la Syrie, la Libye et l'URSS.

FPLP-CG (Commandement Général) : scission du FPLP en 1968, groupe nationaliste dirigé par Ahmed Jibril, lié à la Libye et à la Syrie.

FDLP (Front Démocratique pour la Libération de la Palestine) : scission du FPLP en 1969, organisation stalinienne dirigée par Nayef Hawatmeh, liée à l'URSS.

FLP (Front de Libération Palestinien) scission du FPLP-CG en 1976, a scissionné à son tour en 1984, en deux groupuscules : celui que dirige Talaat Yacoub, aligné sur le FPLP, et celui que dirige Aboul Abbas, lié à l'Irak.

FLPP (Front de la Lutte Populaire Palestinienne) : groupuscule nationaliste, lié à la Syrie et à la Libye.

SAIKA : branche palestinienne armée du parti Baas au pouvoir en Syrie.

FLA (Front de Libération Arabe) : branche palestinienne groupusculaire du parti Baas au pouvoir en Irak.

PCP (Parti Communiste Palestinien) ex-section de Cisjordanie du PC jordanien, organisation stalinienne classique alignée sur Moscou. ■

vec le régime égyptien sur la base de son renoncement à la politique décidée à Camp David".

Ces formulations ambiguës, nettement en retrait par rapport à celles des sessions précédentes du CNP, se prêtaient aisément à l'interprétation qu'en a faite Arafat et qui lui permit de présenter son alliance ultérieure avec les régimes jordanien et égyptien, ainsi que la conclusion de l'accord d'Amman en février 1985, comme des choix politiques en conformité avec l'orientation adoptée par le CNP, donc "légitimes". Mais par leur ambiguïté même, ces formulations constituaient ce-

même, ces formulations constituaient cependant un compromis entre la direction Arafat et la gauche conciliatrice, nationaliste et stalinienne, représentée principalement par les FPLP et FDLP. Un compromis où la concession fondamentale était, toutefois, le fait de ces derniers. L'ambivalence évidente et volontaire des formulations ne pouvait avoir d'autre objet, en effet, que d'ouvrir la voie à la nouvelle option réactionnaire de la direction Arafat, contradictoire avec le libellé relativement clair des résolutions adoptées par les précédentes sessions du CNP. En outre, l'acceptation du principe même de la "confédération" jordano-palestinienne, alors tout à fait inédite pour l'OLP, était une énorme concession faite explicitement par la gauche à la direction Arafat, et d'autant plus que l'idée émanait du roi Hussein et faisait écho au plan Reagan.

Par rapport aux résolutions adoptées par la 16e session du CNP, on aurait pu s'attendre à ce que la nouvelle session d'Alger marque un progrès dans un sens favorable aux FPLP et FDLP. En effet, la 18e session ne venait-elle pas clôturer quatre années durant lesquelles la direction Arafat avait pu donner libre cours à ses choix réactionnaires, à son "option jordanienne", pour aboutir en fin de parcours à un fiasco total et lamentable ? Cette fois-ci, effectivement, Arafat et ses compagnons se trouvèrent contraints de faire deux concessions à leurs partenaires de gauche, destinées en premier lieu à satisfaire l'URSS : une concession mineure consistant à intégrer le PCP, en tant que tel, au sein des institutions de l'OLP ; et une concession plus importante symboliquement, l'abrogation officielle de l'accord d'Amman. Il est vrai que celui-ci était depuis longtemps lettre morte, au moins depuis que le roi jordanien avait proclamé sa "suspension", plus d'un an avant la réunion d'Alger. Par son libellé même, l'abrogation de l'accord, ressemble d'ailleurs bien plus à un constat de décès tardif qu'à une mise à mort : " *puisque'il n'est plus en vigueur, il est considéré comme annulé* ". Néanmoins, le fait que l'OLP ait pris officiellement la responsabilité de ce constat, alors que Hussein s'était contenté d'une suspension (n'excluant pas la réactivation), n'est pas sans importance. Ce faisant, la direction de l'OLP passait outre la mise en garde du président égyptien Moubarak, tout en essayant de finasser en employant la formu-

lation la plus anodine possible.

La position d'Arafat et de ses compagnons est, en fait, extrêmement inconfortable. Ils étaient, à la veille du CNP, confrontés au dilemme suivant :

- Soit ils cédaient à la pression jordano-égyptienne, en acceptant formellement la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité de l'ONU et en renonçant officiellement à la lutte armée anti-sioniste. Cela aurait permis de réactiver l'accord d'Amman, mais au prix d'une scission encore plus grave que celle de 1983 au sein



Dessin de Youssef

même du Fatah loyaliste, ainsi que d'une grave crise de confiance parmi les masses palestiniennes soutenant l'OLP et d'une rupture décisive avec l'URSS, la gauche traditionnelle de l'OLP et leurs alliés. Une telle attitude aurait relevé de l'aventurisme réactionnaire le plus insensé - suicidaire de fait - en l'absence d'une ombre de garantie sérieuse de bénéfices pour la direction de l'OLP, dans le cadre de la transaction envisagée avec les Etats-Unis et Israël.

- Soit ils cédaient à la pression de Moscou en abrogeant l'accord d'Amman, de manière à se replacer dans le cadre de la doctrine soviétique pour le règlement du conflit israélo-arabe. Cette dernière prévoit la participation de l'OLP en tant que délégation palestinienne indépendante, à une conférence internationale négociant un "règlement" global du conflit sous tous

ses aspects et sur tous les fronts (y compris la création d'un Etat palestinien "indépendant"), une conférence se tenant sous l'égide de l'ONU et avec la participation des cinq membres permanents du Conseil de sécurité. Le risque évident de ce dernier choix, pour la direction de l'OLP, était de se couper de son allié égyptien et d'offrir un alibi à l'axe Amman-Le Caire pour sa participation à un "Camp David" bis, réglant le sort de la Cisjordanie et de Gaza en l'absence de l'OLP. Par contre, le bénéfice du même choix était, lui aussi, évident, à la différence du précédent : restauration du crédit moral de la direction de l'OLP, gravement entamé par son fiasco jordanien ; resoudage de ses propres rangs et de ceux de l'OLP, et donc renforcement de son poids politique au moment où elle en a le plus besoin ; et enfin, renouvellement du soutien de l'URSS, avec ce que cela implique quant à l'attitude syrienne et donc, la guerre des camps au Liban.

La balance penchait donc résolument en faveur du dernier choix, et ce d'autant plus que certains facteurs aggravaient le caractère déjà totalement aléatoire du premier : empêchement de l'administration Reagan dans l'affaire Irangate ; incertitude du rapport des forces en Israël entre le Likoud, hostile au principe même d'un compromis sur la Cisjordanie et Gaza, et le bloc travailliste dirigé par Pérès ; intransigence de ce dernier contre toute participation de l'OLP à d'éventuelles négociations ; etc. C'est pourquoi, bon gré mal gré, la fraction Arafat ne pouvait que se plier, à la pression de Moscou, relayée avec insistance par ses propres compagnons "centristes" au sein de la direction du Fatah et de l'OLP. La mort dans l'âme, elle acceptera, que l'accord d'Amman soit officiellement abrogé et ne pourra pas s'opposer à l'adoption par le CNP d'une motion sur la "conférence internationale" conforme à la doctrine soviétique : " *conférence à pleins pouvoirs sous l'égide de l'ONU et sur la base de l'ensemble de ses résolutions relatives à la question palestinienne et au conflit israélo-arabe* (c'est-à-dire en incluant les résolutions de l'Assemblée générale qui reconnaissent les droits nationaux du peuple palestinien, contrairement aux résolutions du Conseil de sécurité), à laquelle prendront part les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, ainsi que les parties concernées, y compris l'OLP sur un pied d'égalité avec

les autres délégations à la conférence".

Cependant, tout en faisant ces concessions inévitables, la direction Arafat prendra le plus grand soin d'écarter toute formulation susceptible de faire obstacle à la poursuite de sa politique d'alliance privilégiée avec la Jordanie et l'Égypte. Elle sera aidée par le fait que la rupture avec ces deux pays n'est pas exigée par l'URSS - qui déploie elle-même une offensive de charme à leur égard - mais uniquement par le FPLP et, dans une moindre mesure, le FDLP. La fraction Arafat réussira le tour de force de faire adopter par la 18e session du CNP, des formulations au sujet des relations avec la Jordanie et l'Égypte qui, par rapport à celles de la 16e session, représentent un nouveau pas à droite ! Dans la même veine, elle imposera également au CNP une motion de soutien explicite à l'Irak de Saddam Hussein dans sa guerre contre l'Iran, alors que la session de 1983 s'était limitée à appeler à la cessation de la guerre.

Il faut dire, toutefois, que la tâche de la direction Arafat n'était pas bien ardue, face à des directions aussi molles que celles de la gauche palestinienne représentée au CNP. En effet, au lieu de se battre pour des positions politiques conformes à leurs prétentions idéologiques et programmatiques et à l'intérêt bien compris de la lutte nationale du peuple palestinien, les dirigeants des FPLP et FDLP mèneront à Alger une lutte acharnée pour la reconduction des formulations adoptées lors de la 16e session du CNP, celles-là mêmes dont se targua Arafat pour justifier sa politique des quatre dernières années ! Rappelons, à titre d'exemple, que le 12e CNP (1974) se fixait pour objectif "en collaboration avec les forces nationales jordaniennes... d'instaurer en Jordanie un pouvoir national démocratique". Les formulations de 1983 étaient un compromis de nature opportuniste par rapport à la ligne antérieure de l'OLP, défendue par la gauche du CNP. Du fait de l'attitude de cette dernière, le nouveau compromis de 1987, partant des formulations de 1983, ne pouvait qu'être pire encore. C'est ainsi que d'une session à l'autre du CNP, au fil des ans, la gauche palestinienne avalise l'irrésistible dérive droitiste de l'OLP au nom de la sacrosainte "unité nationale", vieil alibi des compromissions en tous genres.

La résolution du dernier CNP ne se contente pas de reconduire le principe de la "confédération jordano-palestinienne" adopté en 1983. Elle défend l'accord d'Amman, tout en le proclamant caduc, ouvrant ainsi la voie à son éventuel renouvellement. Au sujet de l'Égypte, cette résolution est libellée de manière à ne comporter aucune offense au régime de Moubarak et aucune entrave à la poursuite des rapports établis avec lui. Elle ignore de surcroît les "forces patriotiques" égyptiennes, dont la résolution de 1983 sou-

tenait la lutte contre les accords de Camp David.

On comprend, dès lors, que le rédacteur en chef du porte-parole officieux du Fatah loyaliste, paraissant à Paris (*Al-Yom As-sabeh*, du 11 mai dernier), ait eu beau jeu de se gausser du FPLP, en rappelant la longue histoire des reculades de cette organisation, pour conclure : "Même au sujet de ces deux questions précises (les rapports de l'OLP avec la Jordanie et l'Égypte ndr), le raidissement du FP n'a pas résisté jusqu'au bout. La formulation acceptée par le FP à propos de l'abrogation de l'accord d'Amman justifie le fait de l'avoir conclu en disant que c'était 'dans le but de réaliser l'intérêt commun des peuples palestinien et jordanien conformément aux décisions du sommet arabe de Fès' et que l'accord était 'fondé sur les décisions des CNP', et ne les violait donc pas comme l'affirment les textes du FP.

De même, la formulation acceptée par le FP au sujet des relations avec l'Égypte ne vise pas à rompre ces relations (comme le réclamait le FP avant et pendant les discussions), mais 'charge le Comité exécutif de l'OLP de définir les principes des relations égypto-palestiniennes sur la base des sessions consécutives du CNP'. Et lorsque le FP a insisté pour que soit citée en particulier la 16e session du CNP (la résolution qui mentionne les accords de Camp David), il a accepté que ne soient évoqués de ladite résolution que les principes palestiniens de base (Etat, retour et autodétermination).

C'est pourquoi nous pouvons dire que le raidissement de l'attitude du FPLP est purement formel. Sur le fond, le FP penche pour la politique des ponts ouverts que pratique l'OLP".

L'auteur des lignes qui précèdent a, au moins, le mérite de la franchise quant à la nature des résolutions adoptées par la 18e session du CNP !

QUELLE "CONFERENCE INTERNATIONALE" ?

Comment, dès lors, interpréter la réaction de Moubarak, ordonnant la fermeture des bureaux de l'OLP au Caire, au lendemain de la dernière session du CNP ? L'étonnement d'Arafat et de ses compagnons face à cette mesure était, à n'en pas douter, tout à fait sincère. Ils s'étaient battus avec acharnement jusqu'à la dernière minute, prenant plusieurs fois le risque d'un éclatement du CNP, pour écarter toute formulation pouvant nuire à leurs rapports avec le régime égyptien. En réalité, Moubarak a voulu, en réagissant comme il l'a fait, marquer son irritation non pas à l'égard d'une résolution au libellé si anodin, mais bien à l'encontre de la signification globale de la 18e session du CNP : un succès important de la politique soviétique au Proche-Orient, que rien ne pouvait

mieux symboliser que le rôle déterminant joué par la délégation de l'URSS dans les travaux d'Alger.

Ce succès intervient à point nommé, au milieu d'une offensive politique globale de Moscou en direction des pays arabes, illustration parmi d'autres de la dynamisation de la politique extérieure de l'URSS sous Gorbatchev, qui contraste fortement avec la grande inertie du système bureaucratique à l'intérieur. En même temps que se tenait le CNP à Alger, le "numéro un" soviétique recevait à Moscou le principal allié arabe de l'URSS, le président syrien Hafez El-Assad. En une sorte de duplex avec le CNP d'Alger, les deux chefs d'Etat publiaient une déclaration commune dénonçant les "accords partiels et séparés" (allusion à la doctrine américaine, illustrée par les accords de Camp David) et appelant à la convocation d'une "conférence internationale à pleins pouvoirs" sous l'égide de l'ONU, etc. Cette formule est identique à celle qu'adoptait au même moment la réunion d'Alger. Au-delà de la portée symbolique de ce coup double, Gorbatchev, tout en promettant à son allié syrien l'accroissement de son aide militaire et économique, lui demandait instamment d'assouplir son attitude à l'égard de l'OLP et du régime irakien, auquel Moscou a nettement accru son soutien ces derniers mois dans la guerre contre l'Iran de Khomeini.

La stratégie arabe de Gorbatchev est cohérente et relativement simple. Elle s'articule autour des deux points chauds du Proche-Orient : le conflit israélo-arabe et la guerre du Golfe. Au moment où l'administration américaine, empêtrée dans le scandale des ventes d'armes à l'Iran via Israël, apparaît comme plus que jamais compromise avec "les ennemis des Arabes", Moscou s'érige en champion de la cause arabe tous azimuts. Son offensive de charme ne se limite pas à ses alliés traditionnels, y compris l'Irak avec lequel l'URSS a réchauffé des relations qui s'étaient refroidies avant 1985. Elle touche même les clients de Washington. Une délégation soviétique de haut rang a récemment fait une tournée dans les émirats du Golfe, les assurant du soutien résolu de Moscou à leur sécurité (contre l'Iran). L'URSS a aussi loué trois pétroliers de sa flotte au Koweït, menacé par Téhéran. Enfin, Moscou a octroyé généreusement à l'Égypte un rééchelonnement de sa dette militaire (3 milliards de dollars) à des conditions très avantageuses, qui ont eu pour effet de mettre dans un embarras certain une administration Reagan incapable de telles prodigalités face à un Congrès hanté par le déficit budgétaire américain.

Cependant, Moscou ne pourrait mieux trouver pour rehausser son image de champion de la cause arabe qu'une "conférence internationale" pour le règlement du contentieux israélo-arabe. L'URSS, qui partage

entièrement le point de vue officiel des Etats arabes - retrait israélien de tous les territoires occupés en 1967 et création d'un Etat palestinien indépendant, en échange de la paix et de la sécurité des frontières - et qui est plus ferme à ce sujet que certains d'entre eux, comme l'Egypte naguère ou la Jordanie aujourd'hui, aurait là une magnifique occasion de dénoncer la complicité israélo-américaine. Sans plus d'ailleurs, car ces conditions ne sauraient en aucune façon être admises par l'Etat sioniste. Or, en vérité, Moscou n'a aucun intérêt à ce que s'instaure aujourd'hui une "paix" entre Israël et les Etats arabes. L'antagonisme israélo-arabe est beaucoup plus coûteux, en termes financiers et politiques, pour les Etats-Unis que pour l'URSS et c'est pourquoi d'ailleurs Washington est pressé d'aboutir à une "pax americana" entre ses clients arabes et Israël.

Depuis les années où Henry Kissinger dirigeait le Département d'Etat, le gouvernement américain s'est lancé dans un intense effort visant à établir des règlements séparés entre Israël d'une part, et chacun de ses voisins arabes - à l'exception de la Syrie - d'autre part. Cette politique avait connu son premier et principal succès, sous Carter, avec la signature du traité de paix égypto-israélien. Elle avait subi un grave revers sous Reagan, avec l'effondrement du traité élaboré avec peine entre Israël et le gouvernement libanais d'Amine Gemayel. Aujourd'hui, l'administration américaine concentre ses efforts sur le front israélo-jordanien. Or, le roi Hussein ne peut se permettre une attitude à la Sadate, son royaume étant bien trop faible pour cela. Il a besoin d'une couverture internationale pour pouvoir négocier officiellement et conclure un accord avec Israël. Mais il s'accorde toutefois avec ses compères travaillistes israéliens et l'administration américaine pour exclure une conférence internationale "à pleins pouvoirs", où l'URSS et la Syrie auraient un droit de veto.

C'est pourquoi Hussein, Pérès et le secrétaire d'Etat américain George Schultz ont élaboré en commun leur propre conception de cette conférence. Après une séance inaugurale en grande pompe, elle se scinderait en commissions bipartites qui examineraient le contentieux entre Israël et chacun de ses voisins, et qui seraient pleinement autonomes dans leurs décisions. En somme, une telle conférence internationale ne serait rien d'autre - pour reprendre l'expression judicieuse de l'hebdomadaire américain *Newsweek* - qu'une *feuille de vigne* pour des négociations directes et séparées entre la Jordanie et Israël. Toutefois, en supposant même que l'opposition des faucons du Likoud en Israël, hostiles à tout compromis territorial en Cisjordanie et à Gaza, puisse être surmontée, ladite feuille de vigne risquerait fort d'être transparente, dans la mesure où

la Syrie et l'URSS ne sauraient se joindre à une telle opération.

Reste l'OLP. L'exclusion de celle-ci de l'ensemble du processus arrange, pour des raisons différentes, aussi bien Jordaniens qu'Israéliens. En ce sens, la dernière session du CNP, en rendant l'hypothèse d'une participation de l'OLP à la conférence-feuille de vigne encore plus improbable, a tout lieu de satisfaire Pérès et Hussein. En particulier, la fermeture des bureaux de



Arafat paraît satisfait (dr)

l'OLP en Egypte, qui s'est accompagnée de l'invitation au Caire d'Aboul Zaïm, le transfuge du Fatah à la solde d'Amman, constitue un alignement de la politique égyptienne sur la politique jordanienne en ce domaine. Néanmoins, l'Egypte de Moubarak, comme l'Arabie Saoudite, souhaitent ardemment en réalité que l'OLP, sur la lancée des quatre dernières années, fasse les ultimes concessions permettant de l'associer à des négociations avec Israël, dans le cadre d'une délégation jordano-palestinienne commune. En effet, si Hussein et Pérès n'entendent aucunement associer l'OLP - quelque assagi qu'elle pût être - à leur gestion commune de la Cisjordanie et de Gaza, les autres partenaires arabes de Washington ne partagent pas leurs motivations. Bien au contraire, ils estiment qu'une couverture palestinienne - et seule l'OLP d'Arafat peut l'assurer - est encore plus nécessaire à un règlement du sort des deux territoires palestiniens occupés depuis 1967, qu'une couverture internationale. Faute de quoi, tout règlement sera soumis à une opposition et à une surenchère très puissantes de la part de Moscou et de l'ensemble de ses alliés arabes, y compris l'OLP et la majorité des Palestiniens qui la suit. C'est pourquoi l'attitude égyptienne, contrairement à celle de la Jordanie en 1986, ne doit pas être interprétée comme un acte d'exclusion de l'OLP, mais comme un acte de pression sur celle-

ci pour la ramener dans le giron du Caire. Ainsi donc, la direction Arafat se retrouve soumise, au lendemain de la 18e session du CNP, à de fortes pressions contradictoires. Une fois de plus, elle est à la croisée des chemins. D'une part, s'exerce sur elle la pression de Moscou pour compléter le pas franchi au CNP par une réconciliation de l'OLP avec la Syrie. Gorbatchev a préparé le terrain du côté syrien, et Georges Habache s'est immédiatement attelé à cette tâche après la session d'Alger. Il a été reçu à Damas par Hafez El-Assad, qui lui a déclaré que le dernier CNP était "un pas dans la bonne direction" qu'il attendait de voir confirmé politiquement, et complété par la réunification avec les autres organisations membres du FSNP.

D'autre part, elle subit la pression de l'Arabie Saoudite et de l'Egypte qui vise pratiquement à annuler les résultats politiques du dernier CNP, en rétablissant non seulement les rapports officiels de l'OLP avec le régime de Moubarak, mais aussi ses rapports avec la Jordanie, y compris le renouvellement de l'accord d'Amman.

Entre ces deux chemins opposés, la direction Arafat par sa nature même de direction bourgeoise droitrière penche résolument en faveur du second ; et ce, en dépit du dernier CNP qu'elle a subi comme un compromis imposé par les circonstances et dont elle ne demande pas mieux que de se débarrasser, dès que cela lui semblera possible. En tout état de cause, elle ne s'engagera nullement à fond du côté soviéto-syrien, à moins de ne plus avoir d'autres choix. Autrement dit, elle ne cessera jamais d'explorer l'autre voie dans l'espoir qu'elle se débloque. Ainsi, dès sa première réunion de travail, le nouveau Comité exécutif élu par la 18e session du CNP - et dominé comme d'habitude par la fraction Arafat, en dépit des revendications de collégialité brandies par la gauche - a décidé, le 17 mai dernier, qu'une délégation présidée par Arafat lui-même se rendrait bientôt au Caire, tandis qu'une autre délégation palestinienne de haut rang se rendrait à Amman !

Les représentants des FPLP, FDLP et PCP au CE ont "exprimé leurs réserves". Le 20 mai, un porte-parole du FP déclarait que son organisation "constate avec inquiétude cette violation évidente des résolutions du CNP et y voit un indice qui ne favorise pas la réunification de tous les Palestiniens". L'opportunisme stalinien ou nationaliste a toujours été plus conciliateur avec les directions bourgeoises que celles-ci avec lui ; il a toujours été perdant à ce jeu-là. C'est une vieille leçon de l'histoire des luttes nationales. ■

23 mai 1987 ;
Salah JABER

A la veille des élections

Le 10 juin prochain, on votera dans tout l'Etat espagnol. Non seulement les habitants de ce pays devront élire leurs députés au Parlement de Strasbourg, conséquence de l'entrée récente dans la Communauté économique européenne, mais ils devront aussi renouveler toutes les municipalités et, dans certaines régions, ils iront aux urnes ce même jour pour désigner leurs représentants aux Parlements autonomes.

Pour ces élections locales, dans différentes parties de l'Etat espagnol, des accords unitaires ont été conclus dont sont partie prenante nos camarades de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), section de l'Ve Internationale dans l'Etat espagnol. C'est notamment le cas en Navarre, avec la formation de la coalition "Batzarre". De même, en Aragon, un accord électoral a été conclu entre d'une part la Gauche

Unie (IU), regroupement constitué autour du Parti communiste espagnol (PCE) et la Convergence alternative d'Aragon, formée par des secteurs de la gauche radicale et la LCR.

Mais l'événement le plus important de cette campagne électorale sur fond de luttes sociales (Cf. *Inprecor* numéro 243 du 25 mai 1987) est sans aucun doute la candidature de l'organisation nationaliste révolutionnaire basque Herri Batasuna qui se présentera dans l'ensemble de l'Etat espagnol, campagne appuyée par le Mouvement communiste (MC) et la LCR.

Nous publions ci-dessous un article extrait de *Combate* qui explique le sens de ce soutien à Herri Batasuna, puis une interview de Txema Montera, tête de liste pour HB aux élections européennes. ■

COMBATE

(...) Nous sommes en train de vivre une période de mobilisation large et intense, dirigée d'une façon ou d'une autre contre le gouvernement. Assisterons-nous pour cette raison à des modifications importantes du paysage électoral tel qu'il s'est dessiné lors des dernières élections générales ? C'est peu probable. Les sondages actuels confirment ce qu'on pouvait déduire d'une analyse raisonnable de la situation. Il n'y aura pas "d'expression électorale" reflétant les luttes que nous connaissons même si nous verrons l'importance que peuvent prendre certains votes "sanctionnant" le PSOE.

Il ne fait pas de doute que les élections sont toujours un reflet déformé de la réalité sociale. Mais dans l'Etat espagnol, plus qu'une déformation, c'est une véritable schizophrénie qui existe parmi les secteurs populaires les plus actifs dans la mobilisation, à l'exception du courant nationaliste révolutionnaire en Euskadi. Le vote est bien plus à droite que les idées défendues dans l'action. (...)

UNE DECISION POSITIVE

Mais sans aucun doute, l'événement le plus significatif de cette période pré-électorale concerne la candidature de Herri Batasuna aux élections européennes et la campagne que va mener cette organisation dans l'ensemble de l'Etat espagnol. Du coup, ces élections qui étaient jusque-là aussi passionnantes qu'une cure thermique pour politiciens décatis, ont pris un intérêt considérable. Preuve en est l'attitude du gouvernement qui a mis à plein rendement la machine à intoxiquer l'opinion publique afin de provoquer un rejet viscéral de HB.

Pour notre part, nous considérons

comme des éléments très positifs la décision prise par HB de mener campagne dans tout l'Etat et que cette organisation se soit adressée à des organisations révolutionnaires comme le MC et notre parti, cherchant avec sincérité et respect un accord pour notre soutien à sa campagne.

Cet accord s'est effectué sur un programme clairement révolutionnaire, le seul qui s'oppose radicalement aux institutions politiques, militaires et économiques de l'Europe capitaliste et qui inclut également la solidarité avec Euskadi, la défense du droit à l'auto-détermination, la solidarité avec tous les peuples et tous les travailleurs de l'Etat espagnol.

A partir de cet accord politique, nous allons constituer des comités de soutien unitaires à la candidature de HB, comités dont les activités seront dirigées par les organisations qui en seront partie prenante dans chaque endroit. Ces comités inviteront Herri Batasuna à exposer sa politique dans une série de meetings et consacreront tous leurs efforts politiques et militant afin que la campagne obtienne les meilleurs résultats possibles en audience comme en voix.

Nous ne nous cachons pas les difficultés auxquelles doit faire face cette campagne. Mais la conviction avec laquelle nous l'entreprenons est beaucoup plus forte. C'est l'occasion de faire une large campagne de solidarité avec Euskadi, l'une des plus importantes tâches politiques des révolutionnaires dans la situation actuelle. C'est aussi l'occasion de réaliser une expérience de travail en commun entre révolutionnaires de tout l'Etat espagnol et HB. Nous ne pouvons pas savoir quelles en seront les conséquences à moyen terme mais l'expérience est en soi très positive.

Enfin, nous allons participer à une

campagne électorale avec un écho important et un objectif crédible : récolter dans tout l'Etat espagnol le nombre de voix nécessaire pour que des députés de HB soient présents à Strasbourg.

Pour cela, nous allons essayer de concentrer sur HB tous les votes de protestations et de sanctions contre la politique gouvernementale qui existent potentiellement par milliers de Puerto-Real à Reinosa, dans les usines, les quartiers, les villes.

REJETER LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

Nous savons que nous allons nous trouver face à des gens qui exprimeront une sympathie spontanée envers HB mais aussi que nous allons nous heurter à de nombreuses barrières, incompréhensions, voire un rejet très fort, même parmi des secteurs combattifs.

De plus, nous sommes conscients du fait que de faire une campagne en demandant de voter pour une autre formation politique pose toujours des problèmes, même s'il s'agit d'une organisation révolutionnaire comme HB. Effectivement, nous avons des accords importants avec HB, entre autres ceux qui forment le programme avancé pour ces élections, mais nous avons également des désaccords très importants qui sont parfaitement connus.

Evidemment, une campagne électorale n'est pas le lieu adéquat pour mettre en avant les désaccords. Au contraire, le plus efficace et le plus correct, c'est d'y défendre à notre manière, le programme sur lequel nous sommes d'accord et, en particulier, la solidarité avec Euskadi. Nous devons aussi défendre que dans ces élections européennes, toutes les raisons de rejeter

la politique du gouvernement prendront leur expression la plus conséquente dans le vote pour HB. Il ne sera pas facile de le faire après tant d'années d'intoxication anti-basque et au milieu du déluge d'intimidation et de chantage auquel va se livrer sans aucun doute le gouvernement. Mais ce sont là des problèmes qu'une organisation révolutionnaire doit savoir résoudre et de plus, nous voulons le faire. ■

COMBATE, 9 mai 1987

"Euskadi lutte avec toi"

Interview de Txema Montera

- **COMBATE** : Que signifie pour Herri Batasuna réaliser une campagne électorale dans l'ensemble de l'Etat espagnol ? Doit-on comprendre qu'il pourrait y avoir une collaboration plus large avec d'autres forces politiques au-delà des élections ?

- **Txema MONTERA** : Pour Herri Batasuna, cette campagne signifie en partie la consécration d'une ligne politique qui n'est pas nouvelle puisque ces quatre dernières années, nous avons développé nos relations internationales en donnant la priorité et la préférence aux relations avec le reste de l'Etat. Dans ce sens, ce n'est donc pas un phénomène nouveau qu'il y ait établissement de relations avec des groupes politiques de l'Etat espagnol.

Ce qui est nouveau, il est vrai, c'est cette campagne électorale, en partie parce qu'elle est fruit des circonstances créées par la loi électorale, en partie parce qu'elle peut être un bon point d'inflexion vers une consolidation de cette ligne de travail au niveau de l'Etat avec d'autres groupes politiques et, dans un certain sens, pour donner un nouveau style de travail à ces relations.

Nous pensons que nous sommes condamnés à nous entendre avec les forces et les militants de la gauche, les forces rebelles qui existent dans l'Etat espagnol, par un processus mutuel dans lequel ces forces ont pu voir que notre politique de résistance à la réforme s'est traduite premièrement par notre maintien et ensuite, par notre développement actuel, alors que dans d'autres parties de l'Etat, la réforme a miné les forces de la gauche dans un premier temps.

Maintenant qu'elles surgissent de nouveau, avec le mouvement anti-OTAN et les luttes syndicales, le moment est favorable à une convergence de tous ceux qui sont les victimes de la répression, de tous les dépossédés, de tous ceux qui n'ont rien. Ce peut être là l'occasion d'une modification

substantielle de la situation qui prévaut dans l'Etat espagnol.

- Quelles est votre appréciation des institutions européennes et du Parlement européen en particulier ?

- Pour moi, le Parlement européen est purement et simplement une caisse de résonance politique. C'est à peine s'il a quelques attributions législatives et, par son caractère même, il n'a aucune prérogative exécutive. Les attributions législatives concernent le contrôle du budget communautaire. En revanche, c'est une magnifique tribune pour entendre et se faire entendre et c'est ce qui nous convient parfaitement. Si de plus, on nous donne les ressources nécessaires pour ouvrir un bureau public et nous établir en permanence à Bruxelles où nous pourrions effectuer un travail politique avec une vision européenne des minorités nationales, des courants historiques du mouvement ouvrier et des nouvelles idéologies qui naissent en Europe, ce sera une excellente chose, financée par le Parlement, qui plus est, ce qui ne gêne rien.

- Mis à part le thème de la solidarité avec Euskadi, quels vont être les autres axes de votre campagne ?

- Le thème général de notre campagne est "Euskadi lutte avec toi", qui parle de lui-même. Je pense que nous devons rechercher un soutien non seulement parce que nous sommes en butte à la répression et parce que notre cause est juste, mais aussi parce qu'il existe des points de convergence avec d'autres forces. Je pense que contre l'Europe des marchands, contre l'Europe des armées, contre l'Europe atomique, contre l'Europe des polices et pour l'Europe du droit des peuples, il existe plus de gens dans ce pays que ne pourraient le faire croire a priori les résultats des dernières échéances électorales.

Faire un programme commun peut être une expérience très intéressante parce qu'il ne faut pas oublier que ces thèmes que je viens de citer sont très descriptifs mais qu'ensuite, il faudra les concrétiser un peu partout. Je parle donc de deux choses :

d'une candidature et d'un programme commun qui peut finir par se faire. Si de plus, nous parvenons à mettre en oeuvre les moyens pratiques pour faire avancer ce programme commun, je pense que nous aurons franchi un pas de géant dans la contestation du système.

- Que penses-tu des déclarations récentes du sociologue suisse Jean Ziegler qui, faisant référence à Euskadi, disait qu'il fallait chercher une solution négociée ?

- Ziegler est quelqu'un qui a discuté avec beaucoup de gens sur le problème d'Euskadi, entre autres avec nous et qui est parvenu à la conviction, plus difficile à établir pour lui que pour nous qui vivons en Euskadi, dans l'oeil du cyclone, qu'il est nécessaire de résoudre les problèmes qui se posent sur la base d'une négociation politique. Il sait, comme nous le savons, qu'il fut un temps où le gouvernement ne voulait pas de paix sans victoire et qu'il veut maintenant une victoire sans paix. Cette position n'est rien d'autre que la reproduction des vieux schémas d'affrontement. Il s'agit pour nos gouvernants d'avoir à l'intérieur même d'Euskadi, une situation larvée susceptible d'être utilisée par une partie d'entre eux, parce qu'au-dessus du gouvernement existent des pouvoirs plus puissants.

Ziegler et d'autres intellectuels du courant progressiste se sont rendus compte de cette situation et seront visiblement nos interlocuteurs dans la recherche d'une solution négociée.

- Pour le futur, quelle importance peut avoir l'expérience de collaboration concrète avec le MC et la LCR dans cette campagne ?

- Les deux partis ont apporté leur soutien à HB au niveau de l'ensemble de l'Etat. Mais en Euskadi, l'EMK et la LKI ont fait un autre choix politique. Pourtant, je pense que cet appui au niveau de l'ensemble de l'Etat devrait avoir des répercussions en Euskadi, sinon nous avons le paradoxe suivant : il est facile de mener campagne et de parvenir à des accords avec le MC et la LCR pour l'ensemble de l'Etat, et avec ceux qui sont les plus proches, en



Euskadi même, on se heurte à une impossibilité politique. C'est là une situation absurde.

Certains éléments de désaccords doivent être dépassés, comme par exemple, tout ce qui relève de l'histoire. Mais je considère qu'il s'impose de faire non seulement une unité d'action mais aussi de débat au sein de la gauche. Nous devons voir ici et maintenant, à la fin des années quatre-vingt, quelles sont les caractéristiques, les profils de la gauche radicale, sur quels sujets pouvons-nous travailler en commun. C'est à dire, nous construisons ce profil idéologique en épurant et en décantant les divers éléments afin de voir ensemble à quel défi la gauche doit faire face pour le futur, une gauche qui, c'est là mon opinion, est restée à demi-paralysée dans certains cas par une théorisation excessive et dans d'autres, par une activité frénétique. Quand je parle de théorisation excessive, je pense aux camarades du MC et de la LCR et ce qui est de l'activité politique débordante, concerne Herri Batasuna. Peut-être est-ce très ambitieux, mais je pense qu'il serait très intéressant de créer les instruments permettant de parvenir à une unité de débat et voir au fur et à mesure qu'elle peut être la projection du futur de la gauche. Voilà qui pourrait être l'un des résultats de cette campagne électorale qui, je le répète, a été un peu forcée en ce qui nous concerne.

- Quels pourraient être les thèmes de ces débats ?

- L'un d'eux concerne le rôle des nouvelles idéologies. Un autre doit se centrer sur le rôle des instruments politiques immédiats, c'est à dire les partis et les syndicats, leur adéquation à la situation actuelle, etc. Nous devons étudier le rôle des nouvelles idéologies quant à l'apparition de nouveaux éléments d'analyse qui ne soient pas strictement l'utilisation du matérialisme dialectique et du matérialisme historique. Et enfin, nous devons discuter une théorisation sur le rôle concret des minorités nationales dans les Etats plurinationaux. Je pense qu'il s'agit là de trois thèmes extrêmement intéressants. Il en existe un quatrième, également important même s'il est moins immédiat, qui a trait à la lutte armée. Nous disons moins important parce que la lutte armée est toujours un moyen et jamais un objectif en soi.

De toute façon, j'ai toujours dit clairement que ces débats doivent surgir du processus politique même. Il ne faut jamais apporter un débat de l'extérieur du processus politique concret et le soumettre à discussion. Cela ne mène qu'à des tautologies politiques ou des discussions de café. Le débat doit surgir d'un processus existant d'où les différentes positions puissent se décanter. ■

Propos recueillis par Antonio FLOREZ ;
Combate 9 mai 1987

EGYPTE

L'opposition au miroir des élections

Les élections législatives égyptiennes du 6 avril dernier n'ont pas démenti l'hégémonie du parti gouvernemental, le Parti national démocratique (PND). L'effritement du nombre de ses députés, 348 au lieu de 390 en 1984, a peu d'incidence : le parti du président Moubarak dispose toujours d'une majorité parlementaire de 77%.

L'opposition de droite se renforce (91 députés contre 58 en 1984) avec l'entrée au Parlement de l'Alliance entre Frères musulmans, intégristes modérés, et le Parti socialiste du travail (PST), de tendance populiste droitiste, avec 60 élus. Les libéraux du Wafd perdent leur quasi-monopole de l'opposition parlementaire. Ainsi, ils n'obtiennent que 35 députés au lieu de 58 en 1984 (1). Leur organisation, parti de notables sans autre implantation populaire que le clientélisme, cède le pas devant l'Alliance dont la poussée témoigne de l'enracinement des Frères musulmans dans une société traumatisée par la crise. Le Rassemblement progressiste unioniste (RPU) seule organisation de gauche autorisée, d'orientation nationaliste réformiste, avec une participation stalinienne essuie une défaite. Avec 2,2% des voix, il est exclu du Parlement et paie ainsi le prix de son orientation opportuniste de droite. ■

Jean SYLVERE

L'optimisme régnait dans les états-majors d'opposition et particulièrement à gauche, durant l'automne 1986. Depuis un an, le régime avait d'abord subi les répercussions de l'affaire Suleiman Khater, le policier qui avait tiré sur des touristes israéliens dans le Sinaï. Il avait dû ensuite faire face à la révolte des forces de la "sécurité centrale", la police anti-émeute. Enfin, il avait été confronté à l'éclatement de trois grèves successives, de grande ampleur au printemps et à l'automne. Dans ce contexte, l'opposition espérait tirer profit de l'assouplissement gouvernemental en matière de liberté d'expression. Pourtant avec ces élections qu'elle réclamait, elle est tombée dans le piège qu'elle croyait tendre au pouvoir. Concentrant leurs attaques contre la loi électorale, les partis d'opposition ont occulté les vraies préoccupations populaires. Confiants dans leur stratégie légaliste, ils ont donné au gouvernement les moyens de reprendre l'avantage.

LES MANOEUVRES DE L'OPPOSITION

Le système proportionnel est unanimement la cible des formations d'opposition. Il est perverti par le seuil de 8% des voix que doit atteindre chaque liste pour être représentée au Parlement, comme par la répartition des restes qui favorise encore le parti dominant : celui-ci est le seul à capitaliser les suffrages des listes qui ont obtenu moins de 8%. Ainsi en 1984, avec 73% des voix, le PND avait remporté 84% des sièges !

Mais l'argument essentiel de l'oppo-

sition reste la violation de la constitution, et plus précisément de la liberté de candidature, par le pouvoir. En effet, seuls les partis légaux peuvent présenter des listes. Or, au lieu d'exiger la liberté d'organisation pour tous, l'opposition fait du retour au mode de scrutin uninominal sa principale revendication. Sous couvert de défendre pour chacun la possibilité d'être candidat, l'opposition réclame en fait le moyen de renforcer le poids de ses notables et du clientélisme. Le RPU, à l'instar des formations de droite, a fait sienne cette revendication ; l'état-major du parti suit, en fait, l'exemple de son leader Khaled Mohieddine, gros propriétaire terrien, qui cherche à récupérer son fief dans le delta.

La tactique de l'opposition est restée exclusivement légaliste sur le système électoral. Elle s'appuie sur la représentation parlementaire du Wafd et sur la Cour constitutionnelle. Lorsqu'à l'automne 1986, celle-ci majoritairement liée aux formations non-gouvernementales, a jugé le mode de scrutin non conforme à la constitution, l'opposition a exulté. Elle a alors réclamé la dissolution du Parlement. Le Raïs (président en arabe) n'eut aucune peine à reprendre l'avantage. Il fit adopter une "réformette" qui introduisait l'élection au scrutin uninominal de 48 députés sur 458 (soit 11%).

Les partis non-gouvernementaux dénoncèrent la mascarade : les députés du

(1) Le 15 mai, le Conseil d'Etat saisi par l'opposition de plaintes concernant 17 sièges attribués frauduleusement au PND, lui a donné satisfaction : le PST a ainsi gagné sept sièges supplémentaires et le Wafd dix sièges.

Wafd quittèrent leurs bancs lors du vote du projet. La Cour fut à nouveau saisie et un meeting unitaire de toute l'opposition programmé pour le 5 février (2).

À la veille du meeting, Moubarak annonça la dissolution du Parlement et l'organisation d'un référendum à ce sujet, le 12 février. L'opposition, déboussolée, ne put se déjuger et soutint la dissolution, offrant ainsi à Moubarak un plébiscite qui avec 89% de oui contribua fortement à lui donner une nouvelle légitimité. Le Raïs venait de réussir un coup de maître : il s'était assuré de nouvelles élections selon des règles, fixées par lui, que la Cour constitutionnelle n'avait pas le temps d'invalider.

UN BOYCOTT DE COURTE DUREE

"Boycott des élections ou liste commune de toute l'opposition !", lançait le lendemain Ibrahim Choukri, leader du PST, à la tribune du meeting unitaire. Telle est l'alternative sur laquelle s'entendirent toutes les formations, des Frères musulmans au Parti communiste, pour le cas où le gouvernement refuserait leurs exigences. Celles-ci comportaient, outre le retour au mode de scrutin uninominal, une série de revendications politiciennes, la levée de l'état d'urgence et des garanties contre la fraude électorale. Mais le Raïs demeura intraitable et c'est l'opposition qui recula. Le Wafd s'allia avec les Frères musulmans et s'efforça d'apparaître comme le chantre de l'unité en engageant des tractations avec le Rassemblement. C'était en fait une manœuvre, car les intégristes ne voulaient pas sur leur liste des communistes, présents dans le RPU. En proposant la portion congrue à ce dernier, ils lui faisaient assumer la responsabilité du refus. L'opposition de gauche fut doublement perdante : des dissensions apparurent dans ses états-majors sur la question de l'union avec les intégristes. Son manque de cohérence éclata, lorsque le RPU fut acculé à rejeter l'alliance pour des considérations de postes et non des raisons de principes. Le mot d'ordre de boycott fut définitivement enterré lorsque le Rassemblement composa ses listes avec l'accord du Parti communiste qui lui fournit de nombreux candidats. Le Raïs, pour qui l'organisation des élections pluralistes étaient une nécessité afin de rompre avec l'image d'un régime de parti unique, a triomphé : toute l'opposition a accrédité le processus électoral, y compris les organisations sans statut légal comme le PC.

"Oui, nous avons utilisé l'état d'urgence et nous l'utiliserons encore. Je me servirai de mon droit d'interjeter des décisions de justice libérant des personnes arrêtées dans le cadre de l'état d'urgence." Dès la veille du référendum, le ton était donné par le ministre de l'Intérieur. En effet, depuis la mort de Sadate, l'Égypte vit

sous état d'exception. Tout attroupement de plus de quatre personnes est interdit, tout comme les discours dans les lieux publics - mosquées, ateliers, bureaux, cafés. Les réunions ne sont possibles que durant les trois semaines qui précèdent le scrutin ; mais elles doivent demander une autorisation policière. Bien entendu, l'application de ces dispositions est fort différente selon les formations. Le PND les ignore purement et simplement ; les membres du gouvernement multiplient les inaugurations ne perdant pas une occasion de décupler leur publicité médiatique. Les Frères musulmans valorisent leur implantation dans les quartiers dont ils contrôlent les mosquées.

En revanche, les délais pour obtenir l'autorisation de meetings publics sont longs pour les candidats de gauche indépendants. L'un de ceux-ci, interrogé par l'auteur de cet article, a dû s'accommoder d'une seule permission. "Toutes les salles sont déjà retenues", lui ont répondu les services de police. "Alors j'ai bravé l'état d'urgence", explique-t-il. "Avec des amis nous sommes allés à la rencontre des électeurs dans les rues et les cafés. Les forces de police ont alors encerclé le quartier en cherchant l'incident. Les gens apeurés, refusaient le contact avec nous. Nous avons filé. La première fois il y a eu plus de peur que de mal, mais la seconde tentative s'est soldée par une garde à vue de 24 heures pour certains d'entre nous".

EST AUTORISÉ...CE QUI N'EST PAS INTERDIT

La censure, corollaire de l'état d'urgence, s'est alourdie durant la campagne. Le procureur général nommé par Moubarak a interdit les commentaires dans trois domaines : la fraude électorale, systématiquement pratiquée par le pouvoir, ne peut être évoquée ; la contamination radioactive de certaines importations alimentaires ne doit figurer dans aucun des discours politiques (la dénonciation récente de la toxicité du lait en poudre en provenance de RFA a beau avoir été démentie, personne n'a confiance) ; mais ce sont les subventions aux produits de première nécessité qui figurent en tête sur la liste. Un de ses thèmes traditionnels est ainsi ravi à la gauche. Les prix du pain, du sucre et du riz sont plus que des symboles pour le peuple depuis Nasser. Leur augmentation en janvier 1977 avait provoqué de vastes émeutes. En imposant le silence sur ce thème, le régime a en vue les négociations des mois prochains pour le rééchelonnement de la dette extérieure. Le Fonds monétaire international (FMI) ne manquera pas, en effet, de réclamer à nouveau la "vérité des prix". Le pouvoir n'exclut pas de lui donner satisfaction, ne serait-ce que partiellement (3).

"Le ministre de l'Intérieur recourt à la cuisine électorale pour diminuer les sièges

de l'opposition", titrait le journal du Wafd, deux jours après la proclamation des résultats. Mais c'est le RPU qui cria le plus fort. Une semaine avant le scrutin, il avait diffusé la photocopie d'une note interne du PND, adressée aux "militants gouvernementaux" par leur direction, où figuraient les consignes suivantes : "Les représentants du PND dans les bureaux de vote doivent prendre les cartes d'électeurs non utilisées, les remplir avec les noms des morts ou des émigrés et s'en servir en faveur du parti. Et cela avec l'accord du président du bureau, ou à défaut, provoquer des incidents contre les représentants des autres partis pour introduire la police dans les lieux afin de pouvoir procéder à l'opération". Après la proclamation des résultats, l'hebdomadaire du RPU titra : "La police bourre les urnes et s'associe aux gangsters pour molester les délégués de l'opposition".

L'insignifiance de ces protestations est le revers de l'acceptation par le RPU des



Le président Moubarak (dr)

conditions posées par le pouvoir pour ces élections. Dans la gauche égyptienne, harcelée sans répit par la répression, le Rassemblement fait figure de courant collaborationniste. Il ne répugne pas à la collusion avec le régime contre toute tentative d'expression autonome de la classe ouvrière. Dans les circonscriptions où menaient campagne des indépendants marxistes radicaux, le RPU a présenté des candidats modérés, marchant main dans la

(2) Depuis, la Cour constitutionnelle a confirmé son jugement sur l'incompatibilité du système électoral en vigueur avec la constitution.

(3) Un accord a été conclu dans cette direction entre le FMI et le gouvernement égyptien et rendu public le 17 mai dernier.

main avec le NPD. Au printemps 1986, il a contribué à étrangler deux grèves massives (20 000 ouvriers) dans l'électroménager. Conjointement avec les patrons, les directions syndicales liées au RPU ont fait appel aux forces de l'ordre. L'occupation des usines a été réprimée avec férocité ; les leaders du mouvement, arrêtés et torturés, n'ont trouvé aucun avocat du RPU pour les défendre. En août, les chemins de fer ont été paralysés par une grève impulsée en dehors des cadres syndicaux. Durant deux jours, l'armée a assuré un service réduit. Le Rassemblement a réussi à récupérer le mouvement pour y mettre fin sans que les cheminots aient obtenu satisfaction quant à leurs salaires. Le gouvernement se montrera reconnaissant pour ces bons services. Quelques militants communistes ayant été arrêtés avant le scrutin, ils ont vite été relâchés. Un coup de fil de Mohieddine en haut lieu a suffi, se vante-t-on dans les couloirs du journal du RPU. Le Parti communiste, qui contrôle partiellement le Rassemblement, a repris une activité semi-publique tolérée par le pouvoir. Respectueuse de l'ordre bourgeois, l'opposition légale de gauche n'inquiète aucunement le régime.

L'ABSTENTION OUVRIERE

Les travailleurs ne se reconnaissent pas dans une telle "opposition" ; les plus avancés d'entre-eux éprouvent un fort ressentiment à son égard. En outre, la campagne électorale du RPU a été d'une indigence extrême : elle a simplement repris les thèmes institutionnels et nationalistes de la droite ; ses promesses sociales étaient à peine plus hardies que celles des autres listes. L'énergie militante était absente, comme en témoigne le faible nombre de banderoles, affiches et distributions de tracts. Le RPU est, de toutes les formations, la seule à ne pas avoir organisé de grands meetings dans les villes importantes. A peine a-t-il trouvé le moyen d'animer quelques réunions de quartier. En l'absence d'organisations autonomes, les travailleurs se sont largement abstenus. Alors que dans les campagnes et les zones non industrialisées, la participation a parfois atteint plus de 70%, la proportion de votants n'a pas dépassé 50,5% à l'échelon national selon les chiffres gouvernementaux (25% selon les chiffres du RPU). L'abstention a atteint 85% au Caire et de nombreux bureaux de vote dans les quartiers populaires n'ont pas enregistré plus de 3% de suffrages exprimés.

"Ceux des ouvriers qui sont allés aux urnes ont généralement voté pour des candidats officiels, cédant à la distribution de gratifications par les syndicats jaunes."

La classe ouvrière n'a pas voté, mais il faut se garder d'interpréter l'abstention comme une forme d'expression politique consciente de la part des ouvriers", ex-

plique un révolutionnaire égyptien.

A l'inverse, les Frères musulmans, ont parfaitement mis en valeur leurs atouts. En s'alliant au PST, ils ont trouvé une coquille vide qu'ils ont investie idéologiquement. Le PST, issu d'une manœuvre de Sadate pour créer un parti d'opposition "constructive" en 1978, pratique une politique à géométrie variable.

L'opportunisme, sa seule constante, l'a conduit à se transformer en véranda de l'intégrisme modéré et à faire de son organe de presse le support du discours des Frères musulmans. Ceux-ci ont réussi à s'emparer de 60% des postes sur les listes de l'Alliance.

LE ROLE DES FRERES MUSULMANS

Ils ont su apparaître comme une alternative politique aux yeux de plusieurs secteurs sociaux. Leur programme présente en effet, l'apparence d'une réponse cohérente à la crise : *"L'Islam est la solution"*, est leur slogan majeur. De nombreuses couches marginales, issues de l'exode rural et vivant d'expédients dans les banlieues miséreuses des grandes villes, sont un terrain réceptif à une critique de la société au nom des valeurs morales de la religion. Des franges de la petite-bourgeoisie malmenées par l'Infitah - ouverture économique à l'impérialisme - ont également cru trouver dans l'intégrisme une voie différente de celle du capitalisme sauvage.

Toutefois, de puissantes forces financières appuient également les Frères musulmans. Les sociétés d'investissement islamique - type spécifique de banques conformes aux principes coraniques prohibant l'intérêt - sont des acteurs économiques importants. Quelques jours avant le scrutin, Moubarak les a accusées d'être à l'origine de l'effondrement de la livre égyptienne. Si ce fait est loin d'être vérifié, il reste que lesdites sociétés ont largement subventionné la campagne des Frères musulmans. Grâce à d'énormes moyens, ces derniers sont parvenus à organiser plus de meetings que le PND. Ce lien avec des éléments dynamiques du capitalisme égyptien implique de la part de intégristes modérés un profond respect de l'ordre économique qui transpire du vague démagogique de leur programme. Hamed Abou Nasr, chef des Frères musulmans, a exposé dans une lettre à Moubarak son respect pour les structures institutionnelles du pouvoir et son attachement aux *"forces armées chéries"*.

Rassurée par cette image, la grande bourgeoisie utilise les Frères musulmans pour prévenir l'éventuelle émergence d'un pôle de gauche que la dégradation des conditions économiques et sociales pourrait favoriser. Mais si elle admet les Frères musulmans dans le processus électoral, c'est surtout parce qu'ils sont actuellement la seule force capable de disputer le terrain

à d'autres groupes intégristes, partisans radicaux d'un renversement du régime. Ainsi le Jihad, responsable de l'assassinat de Sadate, refait surface ; assimilant participation électorale et trahison, il fait régner la terreur dans les zones qu'il contrôle. A Minieh, en Haute Egypte, il a interdit l'entrée de certains quartiers aux candidats des Frères musulmans et les a rossés.

Interdite depuis l'assassinat de Sadate, l'organisation des Frères musulmans est devenue opérationnelle avec une certaine bienveillance de la part du pouvoir. Grâce à la progression de la pratique religieuse, elle est à même de tisser un efficace réseau d'encadrement populaire. Tandis que la propagande officielle encourage l'approfondissement de la ferveur religieuse, la gauche chante sur le même ton : ici les staliniens ont jeté aux orties l'idée même d'un Etat laïque. Il n'est pas étonnant, dès lors, que dans un tel climat, l'Alliance du PST avec les Frères musulmans ait obtenu 17% des voix, alors que le PST n'en avait obtenu que 7% en 1984 lorsqu'il s'était présenté seul. Sur les 60 sièges de l'Alliance, les deux tiers vont aux intégristes alors qu'ils n'en avaient obtenu que 8 en 1984 quand ils s'étaient présentés sur les listes du Wafd.

Des limites sont cependant fixées par le pouvoir au développement des Frères musulmans. Le gouvernement craint un revirement offensif des intégristes modérés qui n'en seraient pas à leur première volte-face. Ainsi leur leader Hamed Abou Nasr s'est vu interdire la prise de parole dans les meetings, sans autre effet que d'exacerber le ressentiment de ses partisans.

UN JEU QUI PEUT-ETRE DANGEREUX

Plus significatives sont les arrestations massives à la veille du scrutin : 2 000 personnes, relâchées par la suite. Cette rafle, essentiellement préventive, avait pour objet de faciliter la fraude gouvernementale dans les circonscriptions où le PND menait une partie serrée contre l'Alliance. En lâchant partiellement la bride aux Frères musulmans, le régime joue un jeu dangereux. C'est d'autant plus vrai qu'il n'existe pas de force progressiste pour leur faire face. Les véritables intérêts des travailleurs sont restés extérieurs aux élections ; c'est à peine si quelques candidats marxistes indépendants sont parvenus à mettre à profit la campagne électorale pour entamer un travail de propagande, avec une audience minime. ■

Jean SYLVERE ;
20 avril 1987

"L'avenir est entre nos mains"

Message du Nouvel an au COSATU



Les textes que nous publions sont de divers ordres. Le premier est le message de Nouvel An de la direction du COSATU à l'ensemble des membres du syndicat. Ce document fait le point sur la situation du COSATU. Il y est notamment mentionné l'urgence des fusions syndicales pour aboutir à un syndicat unique par branche industrielle. Les fusions trainent et la direction indique ici qu'elle ne saurait accepter une prolongation des inerties largement due à la faiblesse organisationnelle de certains petits syndicats ou aux sectarismes des débats antérieurs.

Autre point marquant de ce texte, celui qui porte sur l'auto-défense des travailleurs aux attaques répétées contre les syndicalistes notamment au Natal par des groupes armés inspirés par Inkatha.

Le second texte est constitué d'extraits d'une déclaration faite le 2 décembre 1986 par Sydney Mufamadi, assistant secrétaire général du COSATU, devant le congrès du syndicat des étudiants blancs libéraux, NUSAS. Ce texte est très significatif car Mufamadi avant le lancement du COSATU appartenait à un syndicat lié à l'UDF. Lui-même peut être considéré comme lié au courant "chartiste". Ses propos sur la révolution ininterrompue sont donc très intéressants car ils symbolisent assez bien la position actuelle de ce courant, traditionnellement favorable à une révolution strictement nationale et démocratique mais aujourd'hui fortement tiré vers une perspective socialiste. Mufamadi mentionne d'autre part le bilan d'échec des syndicats généraux du passé. C'est la première fois qu'un dirigeant syndical

venant de ce courant reconnaît clairement la faiblesse d'hier de cette catégorie de syndicat, dont le principal était le SAAWU et dont la plupart adhéraient à l'UDF. Mufamadi en profite pour rappeler très fermement que le syndicat ne saurait se substituer "à un parti", une façon de calmer les ardeurs de ceux qui au sein du COSATU auraient des vues plus lointaines sur la recomposition du mouvement ouvrier. Au delà des débats internes au COSATU sa déclaration cherche à rappeler que selon lui la légitimité politique est hors du syndicat et appartient par contre à l'ANC.

En définitive, au travers de cette déclaration de Mufamadi transparaissent les re compositions politiques en cours au sein du COSATU. Un mouvement vers la gauche du courant chartiste s'accompagnant de la défense par l'ancienne gauche syndicale d'un front unique avec les organismes de l'UDF.

Le troisième volet de notre dossier est constitué d'articles issus du numéro de mars du journal du COSATU, un numéro entièrement consacré à la campagne pour le salaire minimum. Les articles reproduits ici donnent un aperçu de la ligne générale en la matière. Le contenu est radical, très pédagogique et franchement anti-capitaliste. De cet ensemble (si l'on y ajoute la préoccupation permanente de la démocratie interne) on peut se faire une idée sur ce qu'est réellement le COSATU et ses 650 000 membres. Dans ce pays de répression féroce voilà un syndicalisme classiste, démocratique, unitaire, anti-capitaliste, sans doute parmi ce qui se rencontre de plus radical au monde. ■

DOCUMENT

Nous vous saluons au nom du Congrès des syndicats sud-africains.

Nous vous saluons en 1987, une année de consolidation et d'action décisive pour notre mouvement.

Le COSATU a un peu plus d'un an. Aujourd'hui nous sommes plus proches du jour où nous - les travailleurs et la jeunesse de notre pays - nous nous libérerons de la pauvreté, de la faim, de l'exploitation et du racisme. mais une longue et amère lutte nous attend encore.

NOUS SOMMES ATTAQUES DE TOUTES PARTS

Notre lutte a pu avancer si loin grâce à la combativité et à l'unité de millions de gens, dirigés par les travailleurs et les jeunes. Le chemin que nous avons frayé n'a pas été facile et bien que nous ayons bâti le COSATU comme une organisation ouvrière de masse, nous pouvons voir que le chemin qui reste à parcourir est encore plus difficile. Les possibilités que nous avons sont plus grandes que jamais auparavant, mais les dangers aussi.

Nous sommes attaqués de toutes parts. Les patrons, le gouvernement et leurs alliés paniquent. Ils sont dans la confusion la plus totale - et dans leur difficulté, ils voient que nous nous renforçons.

Ils veulent nous empêcher d'avancer. C'est pourquoi ils ont imposé l'état d'urgence.

Ils ont détenu des milliers de nos camarades - parmi lesquels Moses Mayekiso, Lizzie Phike, Enoch Godongwana, Noel Williams, Matthews Olifant et Amos Masondo.

Ils ont envoyé leur armée et leur police dans nos townships, dans les écoles de nos enfants et dans nos réunions ouvrières. Leurs alliés ont envoyé des escadrons de la mort, pour agresser et tuer des travailleurs partout dans le pays - comme nos camarades du MAWU qui ont été assassinés à Mphopomemi.

Ils ont essayé d'écraser des travailleurs qui osent lutter pour ce qui est leur dû - à GM, à OK Bazaars, BTR, Goldfields et Impala. Nous savons tous que la situation est grave. Nous savons tous que nous avons besoin du maximum d'unité si nous voulons nous défendre et avancer dans notre lutte. Nous savons tous que nous avons

besoin d'apprendre de nos erreurs et de nos revers si nous voulons consolider nos acquis, renforcer notre organisation et progresser en 1987.

Camarades, cette année nous devons surmonter nos problèmes. Cette année, nous devons développer l'action de masse la plus largement unifiée sous la direction de la classe ouvrière.

UNE SEULE INDUSTRIE, UN SEUL SYNDICAT

Nous devons nous assurer que toutes nos structures - au niveau local, régional et national - sont consolidées et qu'elles fonctionnent correctement. Pour le faire de manière efficace, nous avons besoin d'un tel syndicat dans chaque industrie. Nous avons promis au moment de notre lancement que nous fusionnerions pour créer de grands syndicats industriels dans les six mois. Voilà 14 mois déjà et nous n'avons pas encore un seul syndicat dans chaque industrie. On ne peut continuer comme ça. Nous avons une tâche d'ampleur devant nous, camarades. Nous devons organiser dans nos rangs des millions et des millions de travailleurs actuellement inorganisés. Nous devons faire rentrer dans nos

rangs les millions de chômeurs, les travailleurs agricoles, les cheminots, les ouvriers du bâtiment, les travailleurs du secteur public. Nous ne pouvons le faire qu'en construisant des syndicats industriels forts et puissants. Rien ne doit nous barrer la route.

Travailleurs, assurez-vous que votre syndicat participe au processus de création d'un seul grand syndicat dans chaque industrie !

Toutes nos structures doivent être renforcées, surtout nos comités locaux de délégués d'atelier. Ces derniers constituent un des piliers sur lesquels repose le COSATU. Faites en sorte que vos opinions soient représentées par vos délégués d'atelier au comité local du COSATU dans votre région. S'il n'existe pas de comités de délégués d'atelier dans votre région, vous devez faire en sorte qu'il en soit formé. Construisez les comités d'atelier du COSATU comme l'expression organisée de l'unité ouvrière dans chaque région.

DEVELOPPER DES ACTIONS DE SOLIDARITE OUVRIERE

A notre congrès de fondation, nous avons dit que notre principe directeur serait "Une attaque contre l'un est une attaque contre tous" et nous avons adopté de puissantes résolutions pour nous guider dans notre lutte. Nous avons fait des progrès, mais ils sont loin d'être suffisants.

Trop souvent nous nous sommes contentés de regarder lorsque nos camarades luttaienent seuls contre le gouvernement, comme à GM, Crossroads, Impala, BTR ou OK Bazaars. Trop souvent, nous nous sommes contentés de regarder lorsque des camarades étaient détenus, bien qu'ayant résolument décidé de combattre chaque attaque contre notre organisation par une riposte unie.

Et quand nous avons, en effet, pris des décisions pour des actions d'envergure, comme celle du 14 juillet contre l'état d'urgence ou du 1er décembre contre l'assassinat de nos camarades du MAWU, certains problèmes et divisions de notre mouvement ont affaibli notre protestation.

Cela est mauvais, camarades. Nous devons bâtir nos structures, notre unité et notre capacité de mobiliser plus massivement et plus sérieusement, pour que nous puissions agir sur la base de nos décisions, et non pas uniquement coucher sur du papier des résolutions.

Les patrons et le gouvernement ont aussi vu cette faiblesse. Ils ont vu comment nous avons fait du 16 juin et du 1er mai, des journées de grèves générales les plus massives qu'on ait jamais vues, avec la participation de millions de personnes. Ils avaient peur. Ils voyaient comment le NUM (syndicat des mineurs, ndlr) et certains autres syndicats affiliés ont organisé

la grève la plus importante jamais vue à l'échelle nationale après la mort de nos camarades dans l'accident de la mine de Kinross. Ils étaient inquiets. Mais ils ont vu aussi notre échec dans la préparation du 14 juillet et du 1er décembre, et ils sont devenus plus confiants.

Nous ne devons pas oublier que la base de notre pouvoir se trouve dans les entreprises. Nous devons faire en sorte que chaque entreprise ait des structures fortes et démocratiques et des membres actifs. Et nous ne devons pas permettre que nos divergences minent notre unité dans l'action. Nous aurons toujours des divergences. Celles-ci sont nécessaires dans toute organisation démocratique, pour confronter nos idées et avancer de la manière la plus sûre possible. C'est cela la signification de la démocratie ouvrière. Mais elle signifie aussi qu'une fois que nous avons pris une décision, nous lui sommes tous fidèles et faisons notre possible pour l'appliquer de façon disciplinée et fraternelle.

Permettre que des divergences mènent à une scission comme cela s'est passé dans le NUTW (syndicat des travailleurs des transports, ndlr), ou retarder l'organisation d'une région, comme dans les régions du Cap oriental et de Witwatersrand, ou affaiblir une section locale, comme avec la section de Johannesburg, c'est terrible, camarades. Je vous en prie, assurons-nous que de pareilles choses ne se reproduisent plus et que nous disciplinions ceux qui essaient de nous diviser.

NOS CAMPAGNES

Cette année, nous allons travailler pour transformer nos puissantes résolutions en actions. Les campagnes pour un salaire décent pour chaque travailleur, pour l'organisation des chômeurs sous le drapeau du COSATU et pour une action nationale unifiée sous la direction de la classe ouvrière sont cruciales.

Déjà, partout dans le pays, les travailleurs mènent ces campagnes de manière active. Les travailleurs héroïques de OK Bazaars sont en grève depuis des semaines pour un salaire décent. Des travailleurs membres du COSATU ont boycotté des li-

vraisons à OK par solidarité avec les grévistes. La jeunesse et toutes les organisations progressistes sont de plus en plus impliquées dans des actions de solidarité avec les travailleurs.

POUR UN SALAIRE DECENT

Tous ensemble dans le COSATU, nous devons faire avancer ces campagnes. La lutte pour un salaire décent sera la principale campagne du COSATU cette année. Nous devons l'organiser nationalement de manière claire, coordonnée et unifiée. Ainsi qu'une campagne pour organiser les chômeurs. Notre campagne frappera au coeur du système du profit. Ce que nous voulons, c'est vivre décemment. Si le système capitaliste ne peut pas nous fournir ce dont nous avons besoin, alors nous n'avons pas besoin du système des patrons. Nous voulons que les richesses que nous avons créées nous reviennent, pour que nous puissions avoir des vies correctes.

L'action de masse unifiée est notre arme la plus forte. En avançant, nous devons entraîner derrière nous le soutien et la solidarité de millions de travailleurs et de jeunes, ainsi que des organisations progressistes et démocratiques en dehors de nos rangs.

De cette manière, nous développerons une campagne d'action unifiée sous la direction des travailleurs et autour de nos revendications.

Cette année nous devons nous assurer que nos campagnes du 1er mai et du 16 juin seront beaucoup plus importantes que celles de l'année précédente, pour qu'elles deviennent vraiment nos fêtes nationales.

Nous pouvons nous attendre à une forte résistance de la part des patrons et du gouvernement vis-à-vis de notre lutte pour l'action unifiée nationale. Dans leur désespoir acharné, ils essaieront de manière encore plus intensive qu'avant d'attaquer notre mouvement.

Ils essaieront de créer des bandes de nervis, surtout parmi les chômeurs pour nous diviser et nous intimider. Ils essaieront d'encourager le tribalisme, le racisme, les fractions et la division partout où ils le peuvent afin de miner notre unité. Nous

Renforcer
nos
organisations (dr)



ne devons pas le leur permettre.

Nous devons organiser des millions de chômeurs dans notre fédération, afin de renforcer notre lutte commune pour des emplois pour tous à un salaire décent. Nous, les travailleurs organisés, disposant d'un emploi, pouvons aider la lutte de nos camarades chômeurs en appliquant notre résolution pour une interdiction des heures supplémentaires et pour la semaine des 40 heures. Mobilisons-nous pour cette campagne et joignons-nous aux chômeurs en nous battant pour le partage du travail avec salaire intégral et un programme massif de travaux publics, payés par les patrons afin de créer des emplois et nous fournir le nécessaire.

ORGANISER L'AUTODEFENSE

Nous devons organiser notre propre défense pour nous protéger contre d'éventuelles attaques. Déjà, dans de nombreux endroits, les travailleurs du COSATU commencent à se défendre. Nous devons renforcer cela cent fois, dans chaque entreprise, dans chaque township. Les attaques deviennent tellement graves, tellement de gens sont morts, que nous devons organiser l'autodéfense dans chaque entreprise et chaque township afin de consolider et protéger les avancées que nous avons faites.

Personne d'autre ne défendra ni nous ni nos luttes. C'est à nous de le faire.

Les problèmes que nous rencontrons au travail et dans nos communautés sont les mêmes. Nulle part nous exerçons un contrôle sur les décisions qui affectent nos vies : le loyer que nous sommes obligés de payer, les prix des transports élevés, les conditions de vie affreuses dans les townships.

Ces questions sont directement liées aux salaires de famine qui sont ceux des travailleurs.

C'est pourquoi les travailleurs du COSATU dirigent la lutte pour créer des comités de rue dans les townships. Comme nos syndicats dans les entreprises, les comités de rue nous donneront l'organisation démocratique, l'unité et la force de nous battre pour tout ce dont nous avons besoin, y compris le contrôle sur les aspects de nos vies au travers de notre organisation démocratique sous la direction des travailleurs organisés.

NOUS LIER A LA JEUNESSE

Il y a énormément de discussions sur les alliances et les alliés dans notre lutte. Les alliés les plus forts, les meilleurs et les plus faibles de la classe ouvrière, sont les jeunes. Comme nous, les jeunes n'exploitent personne. Ils n'ont rien à perdre et tout à gagner en marchant ensemble avec nous vers un avenir prolétarien. Nous devons faire tout ce que nous pouvons pour établir des liens étroits avec les

étudiants, les jeunes et leurs organisations démocratiques et partager notre vision de la lutte et de l'avenir. En même temps, nous devons donner le maximum de soutien à la lutte pour l'éducation populaire, pour la création de conseils de représentants étudiants et le contrôle sur les écoles.



Les ouvriers agricoles commencent à s'organiser dans le FAWU. Avec le développement de l'organisation des ouvriers agricoles, un pont solide sera jeté entre les travailleurs des villes et ceux des campagnes. Des milliers de travailleurs ruraux, ensemble avec les pauvres ruraux, s'uniront aux travailleurs organisés dans les villes pour lutter, comme dans les usines, les mines et les magasins, pour avoir un contrôle sur les terres où ils vivent et travaillent. Nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour construire et consolider ce pont le plus tôt possible.

ORGANISER LES FEMMES

Dans notre mouvement les femmes travailleuses ont une place particulière parce qu'elles portent le poids le plus lourd. C'est du devoir de tout travailleur du COSATU de faire en sorte que les revendications, la participation et la lutte des femmes travailleuses soient mille fois renforcées. Si notre libération ne réussit pas à créer des gens libres, égaux les uns aux autres sous tous les aspects, alors nous ne serons pas libérés. Nos combats pour les allocations de maternité, pour un salaire égal à travail égal, pour des structures d'accueil pour les enfants répondant aux besoins des travailleurs, contre le harcèlement sexuel et le travail dangereux, sont les priorités dans toutes nos luttes d'aujourd'hui. Notre rôle dirigeant dans la

lutte dépend du courage, de la résolution et des capacités de direction des femmes travailleuses.

Camarades, nous sommes à un carrefour. Nous voyons devant nous une année qui comportera davantage de luttes, d'épreuves et de souffrances et davantage d'espoir. Maintenant c'est l'heure. Si nous continuons à vivre, alors nous devons avancer ensemble contre le système patronal de profit et de cupidité. Nous pouvons regarder le chemin que nous avons fait. Le COSATU est la demeure de chaque travailleur en Afrique du Sud, qu'il soit ou non au chômage. C'est pour cette raison que les patrons essaient désespérément de promouvoir l'UWUSA (syndicat lié au mouvement tribaliste zoulou Inkatha, ndlr) contre le COSATU. Tous leurs efforts de division sont voués à l'échec si nous sommes unis. Il ne devrait exister maintenant aucun obstacle à ce que tous les syndicats démocratiques se rassemblent avec nous pour former une seule fédération dans un seul pays.

Nous nous sommes engagés pour que s'affirme une direction ouvrière dans les luttes. Cette année, nous devons montrer ce que cela veut dire en consolidant et unissant notre organisation, le COSATU dans des actions décisives, unies à d'autres organisations progressistes sous la direction des travailleurs organisés.

Pour ce faire, nous avons besoin du débat démocratique le plus large possible au travers de toutes nos structures, sur nos forces et nos faiblesses, pour que nous puissions arriver à notre congrès national en juillet avec un programme pour une voie prolétarienne.

Nous devons au travers de notre force organisée, de notre unité et de notre clarté sur les objectifs, unifier réellement et diriger l'énorme masse de notre peuple vers une société nouvelle, transformée, une société où les besoins des travailleurs seront souverains.

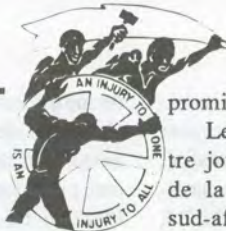
La manière dont nous construirons cette société et le visage qu'elle aura devront être le sujet d'une discussion approfondie, dans nos syndicats affiliés et dans les structures du COSATU avant et après le congrès.

Camarades travailleurs, l'avenir est dans nos mains. la lutte dépend de vous et uniquement de vous. Faites en sorte que votre organisation, le COSATU soit unie. Faites en sorte que votre syndicat participe activement et pleinement à toutes les structures du COSATU. Faites en sorte que le COSATU soit démocratique. Faites en sorte que le COSATU fasse ce que vous voulez et sous votre contrôle.

Les travailleurs unis ne seront jamais vaincus. ■

"Nous sommes à l'aube d'une transformation majeure"

Sydney Mufamadi au congrès du NUSAS



Dans la situation actuelle, l'élément le plus important qui confirme la justesse de notre analyse est l'incapacité patente de ce régime raciste d'une part, de modifier en sa faveur le rapport de force, et d'autre part de recouvrer la confiance des hommes d'affaires qui commencent à penser inévitablement à la perspective du pouvoir populaire. En ce sens, leur voyage à Lusaka représente de leur part une tentative désespérée d'obtenir de l'ANC des assurances politiques. Et enfin son incapacité à élaborer une stratégie qui puisse lui permettre de gagner la bataille vis-à-vis de la communauté internationale.

"NOUS ASSISTONS A LA MATURATION D'UNE SITUATION REVOLUTIONNAIRE"

Cette réalité objective constituant un ensemble d'évidences qui conduit à la conclusion inévitable que nous assistons à la maturation d'une situation révolutionnaire, nous avons besoin maintenant d'examiner le facteur subjectif, d'évaluer son rôle et ses perspectives. Etant donné que le régime ne peut plus prétendre avoir une politique (le jour il se présente comme le meilleur gouvernement réformiste jamais vu dans ce pays, la nuit il abandonne toute prétention et recourt à une terreur non déguisée), le pays ne peut plus être gouverné comme par le passé.

La suite logique et inévitable de cette analyse est que notre peuple commence à se rendre ingouvernable. Dans toutes les sphères de la société, les gens se préparent à prendre leur destinée en main. Dans les écoles, les universités, les townships, les villages, les usines, les magasins et les mines il faut plus que le "Bureau d'information" (police politique, ndlr) pour dissuader notre peuple de créer des structures alternatives au travers desquelles il peut mettre en œuvre ses aspirations et se poser comme pouvoir alternatif. Les grenades lacrymogènes, les balles en caoutchouc voir les vraies balles n'ont pas non plus démontré leur capacité de bloquer ce processus. Le pouvoir de résistance dont ont fait preuve les habitants des townships face à la brutalité de l'Etat (à la fois en tant que locataires qui refusent de payer leur loyer et membres des comités de rue) montre leur détermination à prendre d'assaut et à raser la forteresse de l'apartheid.

Sur le plan théorique, le scénario qu'on vient de décrire s'intègre à une analyse de notre lutte comme ayant un caractère national-démocratique. Les forces sociales dont la mobilisation nous a amenés à la situation actuelle, où on peut dire sans risque d'erreur que notre pays se trouve à l'aube d'une transformation majeure, n'appartiennent pas à une seule classe. Ceci est vrai aussi bien en termes de la place qu'elles occupent dans les rapports de production que des objectifs qu'elles peuvent se fixer à long terme.

Notre stratégie de transformation multi-classiste cherche à isoler l'ennemi dans la lutte pour le pouvoir, se préparant de la sorte pour que l'ennemi perde le pouvoir et que celui-ci soit capté par la majorité démocratique. C'est cela que constitue, croyons-nous, la ligne révolutionnaire par rapport au mouvement de libération.

Etant donné que les autres forces de classe qui figurent de manière légitime dans l'éventail de l'opposition extraparlamentaire ne sont pas démocratiques de manière conséquente, l'influence politique de la classe ouvrière doit forcément s'exercer sur elles afin de les aider à se débarrasser, dans leurs analyses et leurs actions de cette mixture non démocratique. De "sages conseils", venus des bibliothèques nous disent que ceux qui ont découvert que le socialisme est la solution doivent faire une croix sur tous les autres participants à la lutte, caractérisés comme petits-bourgeois. Il est évident que cette conception-là ne correspond pas aux besoins de la classe ouvrière. Il s'agit d'une tendance erronée, qui découle d'une tentative de dresser les aspects nationaux et de classe de notre lutte les uns contre les autres, comme si ces deux éléments existaient dans deux mondes différents.

"LA CLASSE OUVRIERE DOIT ETRE A L'AVANT-GARDE DE LA LUTTE"

Il existe au moins un accord général que la classe ouvrière doit être à l'avant-garde de la lutte. Nous sommes convaincus de deux choses : qu'on ne peut pas y arriver par voie de négociation et que la classe ouvrière ne peut pas être à l'avant-garde d'une lutte à laquelle elle ne participe pas. Toute autre idée aurait simplement et fatalement la conséquence de ne faire de l'Afrique du Sud socialiste qu'une Terre

promise de plus.

Le 29 novembre, c'est-à-dire il y a quatre jours, marquait le premier anniversaire de la création du Congrès des syndicats sud-africains. La création du COSATU fut saluée par les forces progressistes de ce pays et à l'étranger, comme un pas géant dans le sens de la libération de notre pays du cauchemar de l'oppression nationale et de l'exploitation économique. Un examen honnête du processus qui s'est déroulé dans la période préparatoire à la création du COSATU révélera que nous avons pour notre part énormément manqué de maturité alors que nous participions à des discussions sur l'unité syndicale.

A un moment donné nous sommes arrivés à la conclusion qu'il n'y avait aucune base pour l'unité entre les syndicats que pourtant nous définissions et continuons à définir comme progressistes. Nous commençons à classer les syndicats en fonction de ce que nous appelions des syndicats "de la même opinion". Certains intellectuels, plutôt que de nous aider à nous dégager de cette impasse apparente, ont en réalité attisé les hostilités dont nous avions nullement besoin, en s'efforçant de démontrer qu'une fraction fut plus ouvrière que l'autre. Bien évidemment, la fausseté de ces positions fut démontrée par la création du COSATU, laquelle, au moment de son lancement, revendiquait presque 500 000 travailleurs cotisants.

La création du COSATU rassemblait 36 syndicats progressistes ayant des structures de type différent mais qui pouvaient être classifiées en deux catégories, à savoir des syndicats industriels et des syndicats généraux. Le COSATU adopta une résolution appelant à l'organisation de syndicats nationaux efficaces et à l'unification de ces derniers en une fédération nationale. Evidemment, ce processus nécessite la disparition progressive des syndicats généraux. Ceci n'implique nullement que nous devons amoindrir le rôle historiquement important qu'ont joué ces syndicats dans le développement du mouvement ouvrier progressiste dans notre pays.

L'Histoire elle-même a démontré que des syndicats généraux sont vulnérables aux patrons, à l'Etat et aux régimes fan-



toches des bantoustans qui, avec une complicité réciproque s'acharnent à écraser toute formation progressiste. Cette réalité, liée à notre besoin de donner une expression organisationnelle au concept d'unité, indique clairement que les syndicats généraux sont historiquement dépassés. Une transformation à ce niveau-là éliminera la concurrence inutile entre syndicats et ren-

de notre révolution. Aussi la création du COSATU devrait être vue comme un pas en avant afin de corriger les déséquilibres qui ont pu exister dans le mouvement démocratique de masse. Dans ce sens-là, notre alliance avec d'autres secteurs progressistes ne nous amène pas à sacrifier notre base dans les usines ni à submerger les intérêts de classe fondamentaux de nos

deuxième état d'urgence fut proclamé, nos membres protestants contre la détention de leurs camarades ont occupé les usines, effectuant ce qui est appelé des "sleep-ins".

"QUI CONTROLE LES USINES ?"

L'occupation d'usines par des travailleurs à des implications d'une grande portée. Elle soulève la question de savoir qui contrôle les usines et qui devrait en effet les contrôler. Même avec son caractère spontané, ce phénomène doit être vu comme une forme de conscience embryonnaire. C'est ce type d'activité qui, si on y donne suite de manière correcte, peut nous débarrasser des spéculations cauchemardesques quant à ce qui va se passer le lendemain du jour où le drapeau springbok aurait été baissé des bâtiments administratifs à Pretoria.

Cependant, il faut faire remarquer que la lutte gréviste en soi ne peut pas vaincre le capitalisme. Car on ne peut pas s'attendre à ce que l'appareil de l'Etat, qui fonctionne clairement en défense des intérêts bourgeois, disparaisse parce qu'il y a une grève dans un seul grand magasin ou même d'ailleurs dans une mine d'or. La véritable transformation de l'Etat est secondaire et découle des modifications dans l'équilibre des forces de classe.

La réussite à ce niveau-là dépend des rapports de forces dans la société et de l'étendu de la lutte des classes menée par les masses. Cette démarche, qui est à notre avis la seule qui est juste, montre clairement que la lutte prolétarienne n'est pas du ressort du COSATU seul. Il n'est que des politiciens de salon qui accordent trop d'importance à l'aspect théorique de la lutte au dépens de son complément dialectique, c'est-à-dire la pratique, qui n'arrivent pas à



La répression est impuissante à stopper les mobilisations (dr)

forcera certainement notre capacité à mener des campagnes efficaces sur le terrain.

Il faut signaler aussi que le COSATU est né au moment où, comme réponse à la situation agitée que connaît actuellement notre pays, le régime proclama l'état d'urgence dans 36 districts juridiques. Dans la situation actuelle, notre tâche est d'approfondir la crise en canalisant l'esprit insurrectionnel de notre peuple pour en faire une arme efficace pour la prise du pouvoir.

"NOUS NE POUVONS AGIR COMME UN PARTI POLITIQUE"

Cependant, tout en comprenant la nécessité de mener des campagnes politiques dans l'intérêt de nos membres et dans celui de toute la classe ouvrière, nous ne pouvons pas agir comme un parti politique ni comme alternative à un parti politique. La seule voie ouverte à nous était de lancer de telles campagnes au travers de nos structures et en alliance avec des organisations progressistes, communautaires, de la jeunesse, des étudiants, des femmes et politiques, qui existaient déjà. Ainsi nous devenons une composante du mouvement démocratique de masse de notre pays.

Dans sa recherche d'une issue à la crise, la classe dirigeante s'est servie aussi bien de moyens de répression étatique que de mécanismes d'intégration. Le fait que l'ennemi utilise non seulement la force mais qu'il a recours à une politique de "diviser pour régner" appelle le maximum de vigilance de la part des forces motrices

adhérents.

En tant que fédération ouvrière, nous avons nos propres principes, qui font partie des bases de notre alliance avec d'autres formations progressistes. Depuis la création du COSATU, nous commençons à voir des changements qualitatifs importants sur le front du travail. Pour la première fois depuis environ deux décennies, nous avons vu des milliers de travailleurs sud-africains commémorer le 1er mai d'une manière appropriée. Cette année, la campagne pour le 16 juin fut beaucoup plus réussie qu'auparavant. La campagne pour la santé et la sécurité au travail a occupé une place de choix dans notre programme d'activités, avec environ 600 000 travailleurs qui ont participé à une journée d'action à l'échelle nationale le 1er octobre pour protester contre la mort de 177 mineurs.

Autre spécificité des batailles menées, la capacité grandissante des travailleurs et de leurs organisations à utiliser des formes et des méthodes diverses de luttes grévistes. Le COSATU s'est engagé à organiser les chômeurs afin que ces derniers ne soient pas utilisés pour entraver la combativité des travailleurs organisés, et que leurs énergies soient plutôt canalisées vers l'approfondissement de la crise en exigeant plus d'allocations sociales et en se battant pour la création d'emplois. Nos membres commencent à imposer consciemment une interdiction des heures supplémentaires. Cette action spécifique crée un terrain favorable pour la réalisation de notre objectif, celui de la création d'un syndicat national des chômeurs. Quand le



saisir cette réalité simple. Malheureusement, la théorie ne peut pas dégager toutes les alternatives qui s'ouvrent dans la lutte révolutionnaire, parce que la vie, la lutte et l'action révolutionnaire se révèlent plus compliqués que l'analyse théorique la plus fine. La théorie, couplée à la pratique, montrera que la démarche national-démocratique conçoit les deux étapes de notre révolution comme étant fondamen-

"Ouvrez vos livres de comptes"



Nous voulons voir vos livres de comptes. Nous voulons voir comment chaque centime que nous avons produit pour vous a été dépensé. Nous ne voulons pas voir simplement des relévés de compte, mais tous vos reçus, carnets de chèques et documents financiers. Nous avons besoin de nous renseigner sur ces choses-là pour voir à quel point vous nous volez. Le capitalisme en Afrique du Sud est totalement anti-démocratique. Le gouvernement ne permet pas aux Noirs de voter ni d'avoir un quelconque pouvoir de décision sur la manière dont on dépense les richesses du pays. Il ne consulte même pas les consommateurs ni les travailleurs quand il pense augmenter le prix du pain ou de l'essence. Il ne les consulte pas non plus quand il décide comment dépenser l'argent des impôts. Il nous refuse ne serait-ce que le plus petit avis sur tout ce qui touche au gouvernement. Il se sert de son pouvoir pour garder les richesses entre les mains d'une minorité.

"POUR LES PATRONS, LA DEMOCRATIE EST UN PRINCIPE A COMBATTRE"

Cela se passe exactement de la même façon avec les patrons. Quand ils décident de ce qu'ils vont faire avec les bénéficiés, ils ne consultent pas les travailleurs qui ont permis ces bénéficiés.

En effet, s'ils n'étaient pas obligés, ils ne nous consulteraient même pas sur nos augmentations de salaire. Regardez donc comment ça se passe là où il n'y a pas de syndicats, comme dans l'agriculture. Ce sont les patrons qui décident du montant des augmentations de salaire, si augmentation il y a. Ce n'est que grâce au pouvoir de nos syndicats que nous pouvons contraindre ceux-ci à négocier sur nos augmentations de salaire.

Pour les patrons et le gouvernement, la démocratie n'est pas un principe qu'il faut défendre. Pour eux elle serait plutôt à combattre. Ils essaient d'écraser nos syndicats et de casser nos grèves. Ils tentent de détruire nos organisations, communautaires, de jeunesse, de femmes, d'étudiants, ou nos organisations politiques, emprisonnant nos dirigeants. Tout cela parce qu'ils veulent garder leurs richesses et leur pouvoir. La dernière chose qu'ils accepteraient serait que nous ayons notre mot à dire sur la répartition des richesses de ce pays.

Prenez, par exemple, le budget national. Chaque année le gouvernement reçoit des milliards de rands des impôts. Nous ne sommes pas consultés sur les financements attribués. Le gouvernement décide d'élaborer seul son budget.

"NOUS DEVONS DECIDER DES PRIORITES"

Les livres de comptes et de budget du pays devraient nous être ouverts afin de voir comment vont être dépensées les richesses que nous produisons. Nous devons avoir le pouvoir de décider des priorités.

C'est identique dans les usines. Nous travaillons dur tous les jours pour faire les profits d'une société. Mais les patrons gardent leurs livres de comptes fermés.

Nous devons avoir le droit de regard sur l'argent des bénéficiés que nous produisons. Nous devons pouvoir étudier les dossiers de la société afin de pouvoir décider comment les bénéficiés devraient être dépensés. Ainsi nous serions capables de vérifier si ce que nous disent les patrons sur les profits est vrai. Souvent ils cachent des profits, ou en dépensent une grande partie sur des choses inutiles. Nous pourrions décider de recevoir cet argent sous la forme d'un salaire décent.

Parfois les livres de comptes des patrons nous montreraient qu'il y a très peu d'argent dans les coffres de l'entreprise. Dans ce cas-là nous devons savoir pourquoi. Nous ne pouvons pas soutenir un système où nous travaillons beaucoup pour finir par apprendre qu'il n'y a rien pour nous. Si tout notre travail s'inscrivait dans un plan de production général pour le bien de tous, nous ne travaillerions pas en vain.

"COMMENT AVOIR ACCES AUX LIVRES DE COMPTES ?"

Comment pouvons-nous avoir accès aux livres de comptes ? Nous pouvons en avoir un résumé dans les bilans d'entreprise si celle-ci est "anonyme". Des "sociétés anonymes" permettent aux membres du public d'en acheter une partie sous forme d'actions cotées à la Bourse de Johannesburg.

Des individus ou sociétés peuvent alors acheter les actions de cette entreprise.

Mais le nombre d'actions qui peuvent être achetées est fixé, et donc si une ou deux personnes achètent la majorité des actions, ils peuvent contrôler cette société, même si d'autres en possèdent également.

Ces sociétés anonymes sont obligées de rendre public leurs bilans pour leurs nombreux actionnaires.

Dans ces bilans on trouve le rapport du président, un rapport sur les activités de la société, une liste des autres entreprises qui lui appartiennent ou sont contrôlées par la société mère et enfin un rapport sur les finances préparées par les experts comptables de la société.

Dans le rapport financier est dressée la liste des bénéficiés qui ont été faits, des impôts payés, des emprunts aux banques, des bénéficiés versés aux actionnaires etc. Ces rapports sont normalement disponibles dans les bibliothèques publiques, et quiconque peut demander à les voir.

Mais parce qu'ils ne sont que des résumés, ceux-ci ne montrent pas tous les détails, notamment d'où viennent les profits, sur le montant des salaires des directeurs et cadres, sur celui des ouvriers, sur quelles machines, achetées à quels fournisseurs et à quel prix ? Autrement dit, tous ces détails très importants n'y sont pas inclus. Les employés des sociétés anonymes ne peuvent donc avoir accès qu'à des renseignements limités. Un examen plus détaillé révélerait encore plus d'informations. Si l'on veut apprendre tout sur la manière dont sont gérées nos sociétés, nous ne pourrions le faire que si nous sommes bien organisés pour exiger que le patron nous ouvre les livres de comptes.

Les salariés qui travaillent pour des sociétés privées ont actuellement encore moins la possibilité d'avoir des informations sans s'organiser pour lutter. La loi dit que ces sociétés ne sont pas obligées de donner les détails de leurs profits ou de leurs pertes sauf au gouvernement, qui les garde au secret.

Si nous voulons découvrir de quelle manière ces patrons dépensent l'argent que nous produisons pour eux, alors nous devons exiger qu'ils nous ouvrent leurs livres de comptes. Les informations que nous y apprendrions renforceraient notre lutte et aideraient à établir notre contrôle sur ce qui se passe là où nous travaillons. S'ils ont emprunté de l'argent aux banques, à d'autres sociétés ou à la société mère, alors nous devons voir aussi les livres de comptes de ces sociétés.

Les patrons ne consentiront pas à nos revendications facilement. Rien ne leur est plus cher que ces secrets d'affaires, excepté leurs bénéficiés ! Nous serons obligés de nous battre pour faire ouvrir les livres de comptes. Cette bataille constitue un élément clef de notre lutte pour un salaire décent. ■

Si les travailleurs dirigeaient...

De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins.

Imaginez ce que nous pourrions faire si seulement les sept sociétés les plus importantes de ce pays étaient dirigées d'une manière à satisfaire les besoins des travailleurs et non au profit des patrons. Les travailleurs seraient à la direction de l'économie. Ensemble, au travers de nos organisations démocratiques de masse, nous planifierions la production selon les besoins les plus pressants de tout le peuple.

Nous travaillerions pour nous-mêmes et pour l'avenir. Nous savons que ce ne serait pas facile. Nous serions obligés d'aborder tous les problèmes que le capitalisme nous aurait légués. Les choses ne changeraient pas du jour au lendemain. Mais nous regarderions et réfléchirions. Nous avons besoin de maisons. Nous avons besoin d'écoles. Nous avons besoin de routes. Nous avons besoin d'électricité. Nous avons besoin de systèmes d'égouts. Nous avons besoin d'eau courante. Nous avons besoin de terrains de sport, de théâtres, de salles de spectacle et de cinémas. Nous avons besoin de bus et de trains. Nous avons besoin de nourriture et de vêtements.

Nous jugerions les quantités nécessaires et les besoins les plus pressants. Nous nous attellerions à la tâche prioritaire. Nous nous répartirions tout le travail et le fruit de celui-ci.

Nous ne serions pas tous riches. Personne ne le serait. Nous ne serions pas tous pauvres. Personne ne le serait. Nous travaillerions constamment ensemble pour améliorer la qualité de notre vie. Planifiant ensemble, travaillant ensemble, partageant ensemble, apprenant ensemble, nous progresserions ensemble contre la pauvreté, l'ignorance et la souffrance. ■

D
O
S
S
I
E
R

"Nous voulons un salaire décent"



La campagne pour un salaire décent représente un défi fondamental au capitalisme en Afrique du Sud. La lutte pour un salaire minimum national décent frappe au cœur le système des oppresseurs et des exploités. Car le capitalisme de l'apartheid est bâti sur une force de travail extrêmement peu coûteuse, hyper-exploitable et hyper-contrôlable. Les contrôles sur la classe ouvrière sud-africaine ont commencé à être développés voilà cent ans. L'apartheid, nom sous lequel ces contrôles ont commencé à être connus, a été créé pour aider les patrons à faire des profits dans l'industrie des mines d'or, qui a constitué la véritable base pour le développement du capitalisme industriel en Afrique du Sud.

La rentabilité des mines d'or fut limitée parce que le minerai se trouvait à une grande profondeur et était de faible teneur. Les machines nécessaires pour extraire l'or des mines étaient importées et onéreuses. Ces coûts élevés ne pouvaient pas être reportés sur les acheteurs parce que le prix de l'or était fixé à priori.

Les patrons croyaient donc que la seule manière de faire des bénéfices très élevés était de se procurer une main d'œuvre extrêmement bon marché, en exploitant leurs travailleurs beaucoup plus que dans d'autres parties du monde capitaliste.

UN SYSTEME BASE SUR LA SUREXPLOITATION

Après une lutte prolongée les capitalistes des mines ont réussi à contraindre les ouvriers à travailler pour des salaires très bas. Ceci à d'abord été possible en obligeant les Africains à dépendre d'un salaire pour survivre, en leur enlevant leurs terres s'appuyant sur la loi sur les terres, de 1913 et en les obligeant à payer des impôts ; puis en contrôlant leurs déplacements (par le système des lotissements ouvriers et du passeport intérieur) ainsi que leur accès aux emplois (par le système du travail migrant et les bureaux du travail) ; en exerçant un contrôle sur les zones où les travailleurs résident (par la création des zones raciales et par le passeport intérieur), et en maintenant un taux élevé de chômeurs qui exerçait une concurrence pour les emplois et une pression pour la baisse des salaires.

Au départ, ce système de surexploita-

tion fut créé pour les mines. Mais d'autres capitalistes engagés dans l'industrie manufacturière, l'agriculture etc. ont également bâti leurs entreprises et leurs bénéfices sur le dos des travailleurs totalement encadrés et surexploités.

La tâche du gouvernement a été de maintenir ce système d'exploitation et d'oppression jusqu'à aujourd'hui. Depuis un siècle, les gouvernements successifs ont soigneusement maintenu la classe ouvrière sous le joug de la classe dominante. Ils ont perpétué, en les modifiant, les contrôles de l'apartheid dont la raison d'être est d'assurer des niveaux d'exploitation élevés. L'économie d'aujourd'hui a donc été bâtie sur le travail de plusieurs générations de travailleurs surexploités. Les profits des capitalistes en Afrique du Sud ont toujours dépendu d'un taux d'exploitation élevé. Et qu'est-ce qu'un taux d'exploitation élevé, sinon de distri-



Luttez contre la surexploitation (dr)

buer la partie la plus réduite possible des richesses aux travailleurs qui les produisent.

L'APARTHEID SE PAIE AUSSI ECONOMIQUEMENT

Le fait d'avoir une économie fondée sur des niveaux de contrôle et d'exploitation particulièrement élevés a aussi introduit des problèmes politiques. Alors que la minorité capitaliste récoltait les bénéfices, elle semait en même temps les graines de sa propre destruction. Plus que par le passé, la classe ouvrière d'aujourd'hui s'organise pour lutter autour d'un programme pour transformer la société dans un sens socialiste. Il y a aussi un prix économique à payer pour le capitalisme de l'apartheid. Le système des bas salaires a produit des bénéfices élevés, mais il laisse en même temps un marché de consommation populaire énorme qui a de nombreux besoins, en matière de logements, de nourritures, de vêtements, etc, mais qui n'a pas d'argent pour satisfaire ces besoins.

A cause des bas salaires, la classe ouvrière et les pauvres, qui constituent la majorité de la population, ont peu d'argent à dépenser. Ce qui signifie qu'il y a une demande très restreinte pour les biens et les services, que l'industrie se limite à fournir fort peu de choses à la classe ouvrière et que le secteur manufacturier est plus petit qu'il ne pourrait l'être. Par conséquent cela signifie un taux de croissance plus restreint pour l'économie sud-africaine en général, ce qui implique la création de moins d'emplois. Ainsi en essayant de faire des bénéfices élevés en payant des salaires de misère, les capitalistes finissent par faire moins de profits parce qu'ils paient des petits salaires.

Au lieu d'avoir une économie en expansion qui serait capable de répondre aux besoins des travailleurs, il y a une économie qui se rétrécit, ce qui mène à des fermetures d'entreprises, des licenciements et la pauvreté.

LA LOGIQUE DU PROFIT CONTRE LA CROISSANCE

C'est un problème que les capitalistes sont incapables de résoudre. Leur logique leur dicterait de payer plus pour que plus d'argent soit en circulation afin d'être dépensé pour des biens de consommation, conduisant à des profits plus élevés.

Mais leur avidité l'emporte sur leur propre logique. L'avidité leur prescrit que plus élevés sont les salaires qu'ils paient, moins ils auront de bénéfices. Par conséquent toute l'économie en souffre. Le secteur manufacturier reste réduit, il y a très peu de croissance économique et donc trop peu de nouveaux emplois sont créés chaque année pour combattre le chômage. Si les patrons étaient obligés de payer des sa-

lares plus élevés, ils s'inquièteraient d'un déclin de leurs profits à cause de l'augmentation des coûts salariaux. S'ils étaient autorisés à reporter ces nouveaux coûts salariaux sur les consommateurs en augmentant leurs prix, l'inflation augmenterait, ce qui signifierait que les produits deviendraient plus chers. Ce qui impliquerait que même avec des salaires plus élevés, les travailleurs n'auraient pas les moyens de s'acheter ce qu'ils veulent. Donc, même avec des salaires plus élevés, les travailleurs et l'économie se retrouveraient au point de départ. C'est-à-dire aussi longtemps que les patrons auront la possibilité d'augmenter simplement le prix des marchandises pour maintenir leurs profits.

LES TRAVAILLEURS DOIVENT CONTROLLER L'ECONOMIE

La solution à ce problème ne peut pas être laissée entre les mains des capitalistes. Les travailleurs et leurs organisations doivent prendre l'initiative et établir leur contrôle sur l'économie. Des salaires ou-

vriers augmentés contribueraient profondément à l'amélioration de la situation économique. Avec davantage d'argent dans les poches des travailleurs, il y aura plus de demandes pour les biens et les services. Cela conduira à la croissance économique et à la création de nouveaux emplois.

La revendication d'un salaire décent pourrait avoir des effets positifs conduisant à la croissance économique, fournissant plus d'emplois et une meilleure qualité de vie pour la classe ouvrière. Mais aussi longtemps que les patrons pourront donner la priorité à leurs propres intérêts, il y a peu de chance que cela se produise. Soit ils résisteront aux demandes d'augmentations de salaires, soit ils céderont mais en augmentant les prix. Ni l'une ni l'autre solution profiteront aux travailleurs ou à l'économie. ■



Un seul syndicat !

Le pays dans lequel nous vivons et travaillons occupe le 20e rang parmi les pays capitalistes développés. Notre économie est dominée par une poignée de sociétés monopolistes géantes. Presque 90% des richesses que nous produisons appartiennent et sont contrôlées par seulement dix grandes sociétés.

Notre lutte pour un salaire décent implique que les richesses que nous créons nous reviennent pour satisfaire nos besoins. Nous avons besoin d'organisations fortes et puissantes afin de faire face aux puissants monopoles dans la lutte pour un salaire décent. L'expérience nous a appris que des syndicats qui s'organisent dans une seule région ou ceux qui essaient d'organiser en bloc tous les travailleurs de toutes les branches sont inutiles face aux monopoles. Ils ne peuvent jamais se doter de la puissance dont nous avons besoin pour lutter contre ces monopoles qui domine chaque industrie et le pays tout entier.

C'est pourquoi les travailleurs ont décidé qu'un des principes du COSATU doit être de s'unir pour former des syndicats nationaux par industrie dans les principaux secteurs. Nous avons enregistré certains progrès, mais pas assez. Maintenant le CEC a décidé que tous les syndicats qui se trouvent dans le même secteur industriel doivent fusionner et s'unifier avant notre prochain congrès en juillet. A ce moment-là il ne doit y avoir qu'un seul syndicat pour chacune des principales branches industrielles.

En formant un seul syndicat dans chaque industrie nous nous doterons d'une force et d'une unité énormes dans chaque secteur. Le COSATU sera une fédération de syndicats industriels géants, unissant les travailleurs dans toutes les principales industries. Nous serons organisés comme jamais auparavant dans notre histoire.

Ce système national d'organisation par industrie est essentiel pour des campagnes de mobilisation comme notre campagne pour un salaire décent. Notre volonté, notre courage, notre programme, tout cela nous l'avons. Maintenant nous avons besoin de notre organisation pour les appliquer dans l'action. Un seul syndicat pour chaque industrie. Une seule fédération, un seul pays. Voilà l'organisation dont nous avons besoin, voilà l'organisation que nous aurons.

Les travailleurs ensemble, dans chaque industrie, partout dans le pays, construiront l'unité, la coordination et la solidarité dont nous avons besoin pour vaincre dans notre lutte. Nous construirons nos syndicats nationaux par industrie. Nous construirons notre COSATU. Nous développerons notre campagne pour un salaire décent. Nous bâtirons notre avenir. ■

Qu'il est difficile de réformer !



Nous publions ci-dessous un article de Zdenek Mlynar qui traite du processus de démocratisation mis en œuvre en URSS sous l'égide de Mikhail Gorbatchev, et qui porte sur les problèmes de la réforme politique.

L'auteur qui vit en exil à Vienne depuis 1977, fut l'un des plus jeunes dirigeants du Parti communiste tchécoslovaque à l'époque du "Printemps de Prague" en 1968. Membre du secrétariat et du pré-

Zdenek MLYNAR

Toutes les tentatives de réformes de l'économie entreprises dans le passé ont échoué - et ce n'était pas toujours mûrement réfléchi - sur des obstacles politiques : elles nécessitaient en effet également des transformations dans le domaine du système politique et social et pas seulement dans celui de l'économie. La peur devant de tels changements a finalement toujours été plus forte que la volonté de réformer l'économie.

LA REFORME EST-ELLE POSSIBLE ?

Et aujourd'hui encore les adversaires de l'actuelle politique de réformes de la direction du PCUS sous Gorbatchev espèrent que la même logique l'emportera une nouvelle fois. Étrangement, les forces politiques qui, en URSS, sont liées au système du gouvernement bureaucratique existant, rejoignent certains commentateurs occidentaux qui, par principe, nient la capacité du système soviétique de se développer et de se réformer lui-même.

Les uns comme les autres voient dans les transformations nécessaires et dans la démocratisation du système soviétique une sérieuse menace contre les fondements de la société socialiste.

Pour ma part, je suis persuadé de la possibilité de réformer le système politique soviétique, qu'il peut par ses forces internes se développer progressivement pour atteindre une transformation qualitative qui ne signifie pas la fin de l'ordre social socialiste mais tout simplement son développement réel. Il s'agit bien entendu d'une tâche autrement plus difficile que la modification du système de direction de l'économie. Sur ce dernier plan de sérieux conflits entre les différents intérêts sociaux sont inévitables. Il faut obtenir la défaite des groupes sociaux qui ont intérêt à la conservation de leurs privilèges au détriment des besoins et des objectifs de la société. Je ne pense pas que ces conflits expriment des contradictions de classe. Je

ne considère pas plus les couches sociales liées à l'orientation et à la direction de l'économie (l'élite dominante) comme une classe sociale au sens marxiste. Mais cela ne signifie pas qu'un tel groupe n'existe pas et ne dispose pas d'une forte position de pouvoir dans la société.

Il est difficile d'imaginer que le passage à une phase de croissance intensive, tel que projeté par la nouvelle direction soviétique ne produise pas de sérieux conflits avec une partie de ce groupe social. Il est clair que la situation n'est pas simple. Les forces sociales qui ont un intérêt au maintien du statu quo et qui s'opposent à la réforme, ne se trouvent pas seulement dans les rangs de l'élite dominante. Le système tel qu'il a existé jusqu'à présent a également apporté à certains groupes de la classe ouvrière ou à d'autres liés à "l'économie non officielle", à l'économie parallèle, des avantages non justifiés d'un point de vue économique.

Il faut cependant compter sans le moindre doute les initiateurs de la "réforme d'en haut" parmi l'élite dominante. La frontière entre partisans et adversaires de la réforme (aussi bien sur le plan économique que politique) passe au travers de tous les grands groupes sociaux de l'actuelle société soviétique. De très hétérogènes et inattendues alliances sont dès lors possibles tout comme de multiples et très larges zones de collision. C'est aussi pour cette raison qu'il est extrêmement difficile de formuler un programme de réforme politique qui dans sa dimension concrète corresponde au programme de réforme économique et qu'un tel programme puisse trouver un soutien ouvert de la majorité des membres de chaque grand groupe social.

Ceci est actuellement la réalité en URSS. Alors que dans le domaine économique il existe déjà beaucoup de propositions concrètes de transformation des mécanismes de fonctionnement d'un certain nombre d'institutions (centre de planification, ministères économiques et entre-

sidium du comité central, il joua un rôle actif dans l'élaboration du "Programme d'Action" du parti. Petit détail supplémentaire, Zdenek Mlynar a bien connu Gorbatchev au début des années 1950, quand ils faisaient tous les deux leurs études à l'université de Moscou.

Cet article est extrait de la revue "M", publiée par des communistes qui se réclament du courant "rénovateur". ■

prises), propositions visant à leur donner une position différenciée et à redéfinir les relations entre elles et tout particulièrement les limites de leur autonomie, il n'y a sur le plan politique, pour l'instant du moins, rien de comparable en vue. En dehors de quelques slogans généraux tels que "approfondissement de la démocratie" ou "développement de l'autogestion", en dehors de nouvelles méthodes de travail politique dont le dénominateur commun est plus de critique, plus de choses publiques, la revendication de plus d'efficacité y compris dans la direction de l'économie, il n'existe aucune représentation concrète sur de nécessaires transformations de la position, du rôle et de la structure interne des institutions centrales du système politique.

La thèse officielle de la direction soviétique veut en réalité que sans démocratisation de tous les aspects de la vie sociale, le "renouveau et l'accélération du développement" n'est pas réalisable. Mais pour quelles aspirations dans les conditions réelles de l'URSS ? Quelles sont les modifications concrètes du système politique soviétique qu'on peut attendre, et quelles sont celles auxquelles il ne faut pas s'attendre si la politique de réforme l'emporte ? Une réponse ne serait-elle que générale à cette question suppose une analyse détaillée du point de départ de l'actuelle politique de réforme.

QUELLES MODIFICATIONS CONCRETES ?

L'objectif principal du processus de transformation en Union soviétique est le passage de l'économie du stade de la croissance extensive (augmentation du nombre d'annonces, toujours de nouveaux investissements, de nouvelles usines etc.) à celui d'un développement économique moderne, dont la croissance dépendra de facteurs intensifs (productivité du travail, efficacité de gestion, plus grand poids de la science et de la technique). Cela nécessite initiative et indépendance, volonté de renouveau, ouverture à l'expérimentation, in-

térêt à changer des styles de travail dépassés, des méthodes de travail plus efficaces chez tous ceux qui participent au procès de production, du cadre dirigeant à l'ouvrier.

"Mais que voyons-nous aujourd'hui ? Pour qui sont les difficultés des transformations ? Pour les novateurs, les gens actifs, les infatigables, ceux qui ne se satisfont pas des résultats obtenus. Ceux-là perpétuent les stéréotypes de travail de certains cadres dirigeants, ils les obligent à bouger. Mais ces groupes ne marchent pas en tête et ne veulent pas modifier les vieux schémas de pensée." C'est ainsi que Gorbatchev a formulé le problème récemment dans un discours dans la région de Krasnodar. Tout cela est exprimé avec beaucoup de retenue comme s'il s'agissait d'attributs subjectifs de "quelques cadres dirigeants". La réalité est cependant que depuis des décennies l'ensemble du système soviétique préfère ce type de cadres et marginalise et opprime innovateurs et esprits critiques.

Il est cependant aujourd'hui décisif d'observer que la direction soviétique a conscience de la nécessité de rompre avec cette pratique si elle ne veut pas l'échec de l'ensemble des transformations. Elle est totalement convaincue que l'opposition des forces qui souhaitent la préservation du statu quo parce qu'il leur a apporté des avantages ne pourra être surmonté sans développer cet élan antibureaucratique. Mais en même temps, dans la réalité soviétique d'aujourd'hui, il ne s'agit pas seulement de combattre des stéréotypes de comportement dans l'activité de la direction. Il faut aussi faire front à des phénomènes sociaux d'une incroyable ampleur : la corruption, l'étouffement de la critique d'en bas, la défense et la protection réciproque dans cette couche sociale qui jouit d'avantages matériels reposant souvent sur des pratiques criminelles, la dissolution générale de la discipline de travail, l'alcoolisme, la passivité et la frustration dans l'activité productive de différents secteurs etc.

Tout cela réuni, forme le milieu social qu'il faut surmonter de manière radicale sous peine de voir les objectifs de transformation rester des phrases. Pour cela la direction soviétique cherche à utiliser la démocratisation comme un instrument, une thérapie. Cet arrière-plan explique pourquoi la revendication de démocratisation dans l'actuelle politique soviétique se différencie nettement dans son contenu des représentations du développement de la démocratie socialiste non seulement de chaque marxiste ou socialiste occidental mais de chaque ouvrier.

Pour qui vit dans une société industrielle développée, la démocratie (plus encore la démocratie socialiste) doit répondre à la question de savoir comment (à l'intérieur de mécanismes de fonctionnement d'une société à direction technocra-

tique où tout dépend de l'efficacité et du profit) les intérêts, les besoins et les valeurs humaines qui ne sont pas dépendants de l'efficacité et du profit économique mais sans lesquels le sens effectif de la vie humaine serait menacé, peuvent l'emporter. Dans l'actuel système soviétique au contraire, la démocratisation doit servir à casser le système bureaucratique qui repose sur le pouvoir arbitraire et le commandement sur la société et les formes productives modernes. Elle doit promouvoir le fonctionnement d'un système de gouvernement technocratique et économiquement efficace. Ce n'est que si cela réussit qu'il y a un espoir que les revendications posées au système soviétique se rapprochent dans leur contenu de ce que dans la gauche européenne on attend d'une démocratie socialiste.

UN PROGRES EVIDENT

On lit dans la dernière période régulièrement dans la presse soviétique des choses dérangeantes pour la bureaucratie, sur des cadres non seulement critiqués mais parfois licenciés pour leurs idées indépendantes et leur esprit novateur. On lit des choses sur des bureaucrates du parti qui poursuivent des journalistes qui veulent faire leur métier. On entend parler de gens - et pas seulement dans les organismes dirigeants - qui "*avec d'importantes réserves s'accrochent à l'ordre ancien, défendent leurs privilèges particuliers bien que cela ne corresponde pas aux principes, aux lois, à la morale socialiste ni à l'actuelle politique de Gorbatchev*".

Il est certainement positif que les choses ne soient pas seulement critiquées sur un plan général mais transformées dans le quotidien. Il s'agit là d'un premier pas de démocratisation. Ce n'est certes qu'un pas mais très important dans les conditions actuelles en URSS. Si on compare le présent aux dernières années de l'ère Brejnev, le progrès est évident.

Le point de départ des efforts actuels pour la transformation du système politique est caractérisé par toute une série de facteurs qui freinent et rendent la réforme difficile. Il s'agit de facteurs objectifs et subjectifs qui ont été efficaces dans une longue période historique mais aussi de facteurs très actuels. Ils contribuent à faire du problème du système politique soviétique une zone taboue. On ne peut encore en parler ouvertement à la différence des problèmes économiques. Sur un plan historique toutes les générations de tous les grands groupes sociaux ont pour expérience commune que chercher simplement à attirer l'attention sur les contradictions et problèmes dans le domaine politique est dangereux et finit mal pour celui qui le tente. Depuis les temps de la terreur stalinienne reste vivant le souvenir que toute tentative de mettre en débat le système

politique - à savoir le rôle du parti, de l'Etat, du droit, des organisations sociales - a toujours au bout du compte été définie comme une déviation anti-parti et anti-Etat, leurs promoteurs finissant en prison ou sous le couperet.

Une seule solution a toujours été admise : celle du bureau politique en fonction. Depuis l'époque Krouchtchev où il fut pour la dernière fois question de réforme du système politique, reste gravée dans les mémoires l'idée qu'une tentative de ce type ne peut réussir. Une telle réforme n'a jamais été évoquée pendant les dix-huit années brejnéviennes. Les chars soviétiques ont été mobilisés contre les tentatives de réforme en Tchécoslovaquie, et ceux qui, en URSS, avaient sympathisé avec ces réformes ont été combattus avec détermination.

Pendant vingt ans, il a été impossible à l'intérieur du PCUS et dans les structures politiques officielles de discuter des insuffisances et des phénomènes de crise du système politique. C'est aussi pour cela qu'il n'est pas encore possible aujourd'hui de présenter des propositions suffisamment mûries. On ne saurait oublier que l'immobilisme du système soviétique est le garant de la permanence des privilèges. Les privilèges les plus significatifs (à contrario les discriminations les plus graves) proviennent des positions que des groupes sociaux ou des individus prennent dans les structures du pouvoir politique. Ceux qui tirent avantage du statu quo confondent facilement leurs avantages avec le socialisme en général et sont très vite enclins à voir dans des modifications qui touchent à leurs privilèges un "*danger pour le socialisme et le pouvoir de la classe ouvrière*" !

LES PRINCIPES DE MARX ET DE LENINE

De tout cela naît facilement l'idéologie selon laquelle tout ce qui existe dans la réalité du système politique soviétique ne correspond pas aux particularités historiques (internes et externes) de la construction du socialisme en URSS mais est la pure et seule incarnation des principes formulés par Marx et Lénine. Lénine parlait des soviets comme d'une forme de démocratie supérieure au système parlementaire.

Cela justifie aux yeux de cette idéologie d'imposer le silence à qui voudrait faire remarquer qu'il pensait à une tout autre organisation que ce que sont devenus les soviets - en particulier sous Staline mais aussi après lui - coïncés dans les mécanismes bureaucratiques d'une gestion centralisée de l'économie et tellement limités dans leurs compétences qu'on ne les reconnaît plus. Cette idéologie détermine aussi des passages entiers de l'actuel programme du PCUS. Il n'est donc pas surprenant de constater que la conception de la réforme politique est loin d'être aussi clairement



formulée que la réforme économique.

Tout cela condamne la politique de Gorbatchev à affronter toute une série de contradictions. S'il est bien vrai que tous les principaux problèmes du système politique actuel ont leurs racines dans le passé, Gorbatchev ne veut pas concentrer l'attention sur le passé ni provoquer un débat sérieux sur son évaluation. L'expérience de l'ère Krouchtchev (mais aussi du printemps de Prague) montre que ceci serait le premier pas vers la défaite du phénomène politique de réforme car la formation d'une large alliance de forces déterminées à la réforme est suffisamment compliquée : elle serait dépendante du ton avec lequel elle critique le passé et non de sa capacité ou incapacité à impulser de véritables réformes.

UNE POSSIBLE TRANSFORMATION QUALITATIVE

Mais la contradiction la plus importante provient du fait que pour le succès de la réforme, l'unité de l'initiative d'"en haut" et de celle d'"en bas" est nécessaire à partir d'un point de départ identique des efforts de réforme. Mais d'un autre côté, une liberté politique qualitativement plus élevée et une réelle autonomie dans l'octroi des différents groupes sociaux et d'individus ne peuvent être que le résultat et non le point de départ du processus réformateur. Dans le cas contraire, en raison de la situation économique et sociale spécifique et du rapport des forces tel qu'il est donné, il y a le risque qu'au lieu d'une réforme soit forcé l'aiguïsement explosif des antagonismes du système qui conduirait en fin de compte à la restauration violente de

la stabilité accompagnée de stagnation.

Tout cela détermine en grande partie les possibilités réelles de transformations du système politique en Union soviétique pour les prochaines années.

Nous ne pouvons pas nous attendre à des transformations des plus importantes. Pas de structures du système politique soviétique qui signifieraient par exemple que le monopole de pouvoir du Parti communiste puisse être mis en cause par la victoire électorale d'un parti d'opposition.

Pour moi cela ne signifie pas qu'on ne puisse pas en Union soviétique s'engager sur la voie d'une transformation qualitative du système politique dans le sens d'une démocratisation de la société. Ce sera évidemment un long chemin qui occupera plus d'une génération mais, cependant, les dix ou quinze prochaines années seront décisives pour savoir si la démocratisation devient un processus inévitable ou si après les expériences sous Khrouchtchev il y aura une phase de régression.

En ce qui concerne l'avenir immédiat je pars de l'idée que la démocratisation se fera encore sur la base de décisions autocratiques et qu'elles seront appliquées de la même manière. Tout d'abord, toujours dans le cadre du système politique actuel, se transformera le style de travail. La décision suprême restera celle du niveau supérieur préparée cependant par des contradictions de la société et des différents groupes sociaux. Ce ne sera pas l'autogestion démocratique de la société, mais il sera plus difficile sinon impossible de prendre des décisions contre la volonté de la majorité de la population.

Je suis de l'avis qu'en URSS une étape historique intermédiaire est nécessaire dans

le développement non seulement parce qu'"en haut" une démocratisation réelle et radicale se heurte à de solides barrières en raison d'une forte opposition d'une partie de l'élite dominante, mais aussi parce qu'"en bas" il n'y a pas et il n'y aura pas à brève échéance une pression pour soutenir unanimement les principes d'une direction démocratique de l'Etat.

Au contraire, les traditions historiques, d'une part, les intérêts sociaux de certains groupes (pas seulement de l'élite dominante), d'autre part, renforcent nécessairement les impulsions pour un système politique autocratique (y compris l'aspiration à la "fermeté" pour le rétablissement de l'ordre).

QUELLES GARANTIES ?

En même temps une direction politique décidée à réaliser les objectifs liés à la politique de "reconstruction et accélération du développement" doit veiller à tenir dans ses propres mains les instruments répressifs du pouvoir central pour les utiliser dans le sens de la réforme. Cela sera nécessaire précisément pour la phase de développement pendant laquelle les vieux mécanismes ne fonctionneront plus automatiquement alors que les nouveaux mécanismes ne seront pas encore en mesure d'être efficaces, dans le domaine économique et social.

Dans une telle situation une direction qui veut vraiment mettre en route le processus réformateur ne peut utiliser les éléments forts du système de gouvernement autocratique, sous peine de perdre son influence sur le déroulement du processus de réforme. Pendant cette étape intermédiaire, nous ne pouvons qu'espérer parvenir à un développement qualitativement nouveau des institutions, du système politique, c'est-à-dire l'élaboration de garanties institutionnelles d'un système de gouvernement démocratique, avec de nouveaux objectifs que la société soviétique ne connaît pas encore.

Et précisément, seules de telles garanties institutionnelles prouveront que la démocratisation est devenue un processus irréversible. Pour que la réforme politique en URSS acquière une signification concrète pour l'ensemble du processus de transformation, il est nécessaire que dans l'avenir immédiat la problématique du système politique ne soit plus un sujet tabou, du moins dans la mesure où cela se réalise déjà dans le domaine de la direction de l'économie. ■

Zdenek MLYNAR
Revue "M" numéro 10 ; avril 1987.